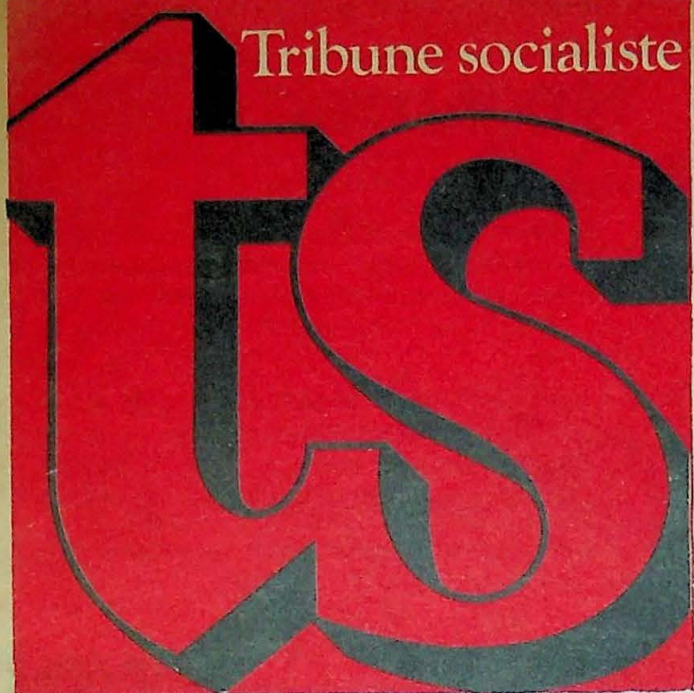


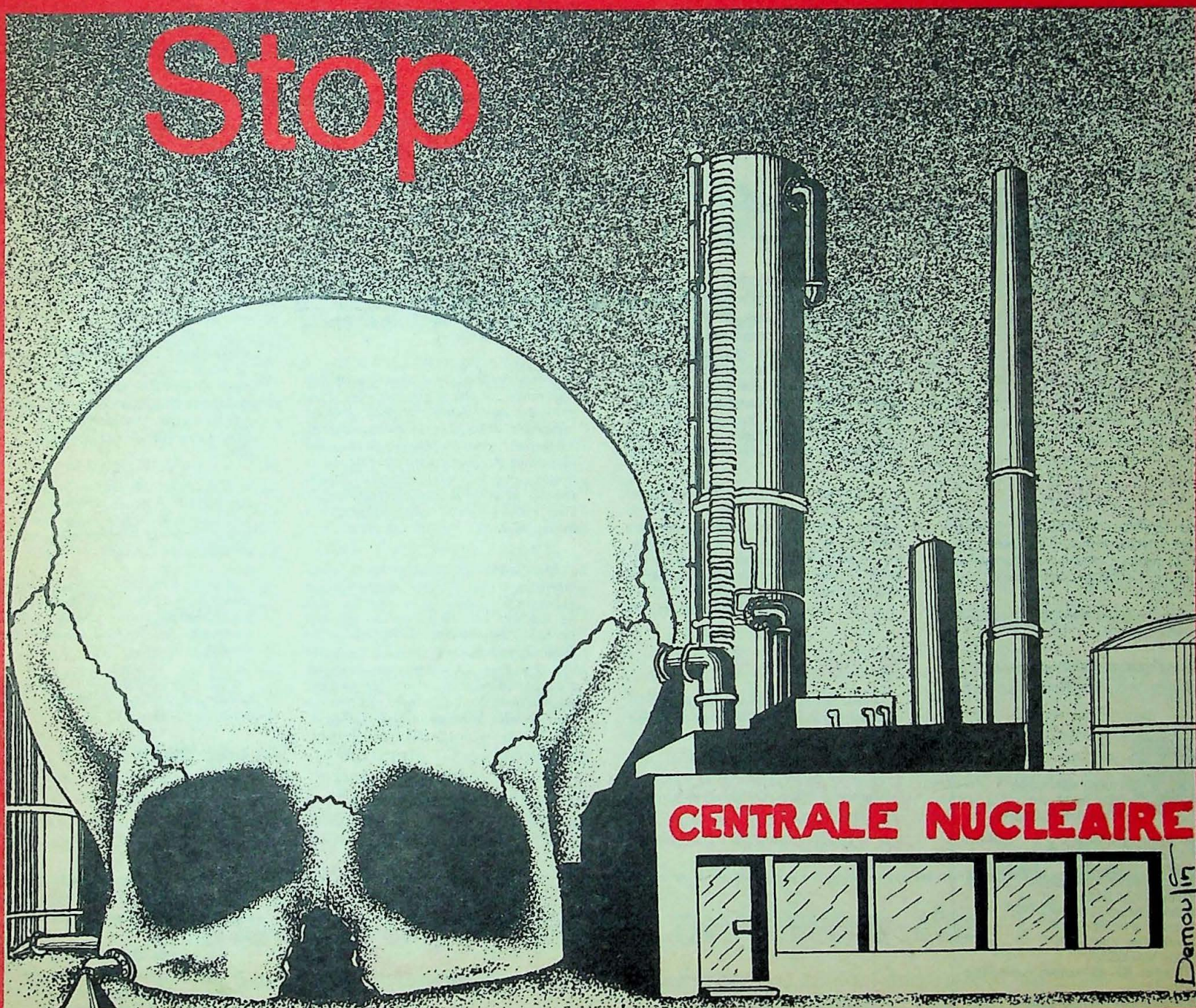
Tribune socialiste



HEBDOMADAIRE DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE 3 F 50
n° 651 du 5 au 12 avril 1975

le nucléaire c'est notre affaire

Stop



à paris le 26

(15 heures
république)

Calendrier politique

• « GARDAREM LO LARZAC »

Voici le circuit MJC du film « Gardarem Lo Larzac » (Haute-Savoie et Genève) :

● 4 avril : MJC de Thorens ; ● 8 avril : MJC de Saint-Julien-Vuache ; ● 9 avril : MJC de la Roche-sur-Foron ; ● 10 avril : MJC de Saint-Gervais ; ● 11 avril : MJC de Seynod ; ● 12 avril : MJC de Douvaine.

• FEMMES

Réunion de la commission nationale Femmes le samedi 12 avril de 9 à 12 heures, 9, rue Borromée à Paris. Avec le point sur :

- les assises régionales Femmes et la préparation des assises nationales les 24 et 25 mai à Paris ;
- l'action sur l'avortement ;
- la participation à la campagne « emploi » ;
- l'activité des militants PSU au Planning ;
- l'expression des femmes dans la presse du Parti.

• SANTE

Commission nationale Santé le dimanche 6 avril toute la journée 9, rue Borromée à Paris.

• TRAVAILLEURS IMMIGRES

Premier festival de théâtre populaire des travailleurs immigrés en France prévu pour le mois de juin. Toutes les suggestions et informations seront les bienvenues. Des bons de soutien (5 F) sont en vente.

Ecrire à la Maison des Travailleurs immigrés, 20, rue du Centenaire 92800 PUTEAUX ou téléphoner au 506.08.94.

• ETUDIANTS

Le samedi 12 avril et le dimanche 13, coordination étudiante PSU 9, rue Borromée à Paris 15e.

• NUCLEAIRE

La section PSU de Vitry et le Collectif Ecologique - 94 organisent le vendredi 11 avril à 20 h 45, salle J. Martin, Place du Marché, à Vitry une soirée-débat sur le thème : « Energie nucléaire : quel avenir ? ».

• REUNIONS PSU

Vendredi 18 avril, Pallier à Pontoise ; Rochebrune à Orléans.
Lundi 21, Mousel, Piaget et H. Bouchardeau à Besançon.
Vendredi 25, Leduc à Nantes ; Régnier et Ravenel au Mans ; Barjonet et Schulbaum à Annecy.

Courrier



• contradiction

Sous le titre « Mobilisation pour le Larzac », un tract relate les démêlés des paysans contre l'emprise de l'armée et indique : « Le Larzac concerne les travailleurs ».

Viennent ensuite une série d'affirmations telles que :

- l'armée est contestée de partout...
- l'armée est le plus grand propriétaire foncier ;

— l'armée accélère l'appauvrissement des régions, etc...

Ce que je ne comprends pas bien, c'est que toute cette littérature, si elle est parfaitement en accord avec les positions prises par des antimilitaristes conséquents, ne me semble pas correspondre du tout avec les vôtres qui — je ne crois pas me tromper — ne mettent aucunement en cause la nécessité d'une armée.

Comment pouvez-vous désirer maintenir une armée dont vous souhaitez, je suppose, qu'elle puisse être moderne, donc efficace et en même temps lui refuser les moyens nécessaires à son entraînement (puisqu'il ne reste plus que le territoire national pour la faire).

M. COURTOIS (Antony) ■

• Inquiétant

Je suis particulièrement indigné de la critique portée par R.M. à la publicité

faite à Sexpol n° 2. Cette réaction, au niveau du vocabulaire « déferlement sexuel tous azimuts » est inquiétante de la part d'un militant se réclamant de l'autogestion. Le socialisme d'autogestion, ce serait donc une nouvelle forme d'organisation du pouvoir politique, de l'économie, des rapports sociaux ; sans que cela remette en cause, ne nous remette en cause dans nos pensées, nos actes, nos gestes quotidiens ; sans que cela ne change fondamentalement nos rapports avec les autres (dans ce qu'ils ont de plus intimes).

L'autogestion, c'est aussi le droit à la différence, le fait d'être reconnu avec toute ses spécificités : le droit pour les minorités ethniques et culturelles de s'exprimer, pour les femmes de disposer librement de leur corps (et cela ne se limite pas à la contraception et l'avortement) pour les homosexuel (les) et autres « marginaux » de s'assumer en toute quiétude.

Je ne donnerai qu'un conseil au camarade, c'est de lire attentivement « Lip au féminin » ; il est vrai que cela ne fait pas encore partie du matériel courant d'intervention du PSU (est-ce le fruit du pur hasard ?). Voir comment dès que l'on s'attaque aux principes d'organisation capitaliste (hiérarchie, distribution, etc...) ce sont ces problèmes (famille, sexisme...) qui explosent.

Je n'imaginais pas qu'il puisse exister à nos côtés des gens pour qui le socialisme s'arrête en haut de la ceinture. Dommage, une preuve de plus que le combat sera encore long.

BERTRAND, 18e section (Paris) ■

• et nos thèses ?

Un thème n'apparaît pas suffisamment dans TS, c'est l'exposé des thèses de notre organisation. Elles sont montrées de manière satisfaisante dans les articles relatant les luttes, ce qui est excellent, permettant de faire voir l'application concrète de celles-ci dans la réalité.

Mais les articles plus théoriques (sans atteindre bien sûr le niveau de ceux de « Critique Socialiste ») me paraissent utiles, pour les lecteurs sympathisants ou nouveaux surtout.

A part cela, je n'ai pas de critique importante à faire sur le journal qui est bien construit, bien documenté, clair, au sommaire équilibré, à la présentation agréable.

Deux détails seulement : la une moins bonne que l'ancienne, et puis : Barou est triste !

Jean-Max PREVOT, Nancy ■

Complicité

J'ai donné en mai 1974, trois semaines durant, un récital au théâtre Mouffetard, à Paris.

Le succès de cette expérience m'encourage à la renouveler cette année pendant cinq semaines (du 22 avril au 24 mai 1975).

Je compte sur votre amicale complicité pour faire circuler l'information.

Jacques BERTIN ■

Lutter, c'est aussi
lire et diffuser « ts »

Un nom :
une adresse :
et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

T.S. 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCEN
Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Rédaction en chef : Philippe MARIÉLIE
Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA
Maquette : Chantal LENDER
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX
Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.
Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

CADET-PHOTOGRAPHIE-75003 PARIS
Imprimerie : ETC - 76190 Yvetot.



L'anticommunisme se porte bien. En novembre dernier déjà, Ponia-towski avait repris à son compte contre le Parti communiste, des calomnies qui nous ramenaient brutalement au plus mauvais moment de la guerre froide. Aujourd'hui, c'est Chirac qui, avec une rare imprudence, menace de se plaindre à Moscou de l'attitude anti-nationale de Georges Marchais... On croit rêver !

En fait, ces attaques coïncident avec le développement de la crise, et plus précisément, avec le durcissement des luttes ouvrières : celle des postiers en novembre dernier, celle des travailleurs de Renault aujourd'hui ! Pour la première fois depuis très longtemps, l'accroissement du chômage ne se traduit pas, en effet, par une diminution de la combativité ouvrière. Cette constatation est essentielle. Comme le PSU l'a déjà souligné, la crise actuelle résulte, bien sûr, des contradictions internes grandissantes du capitalisme sur le plan national comme sur le plan international.

Mais, à la différence des récessions de naguère, la crise actuelle constitue aussi l'occasion pour les capitalistes de restructurer le système au seul profit des principaux groupes qui monopolisent — et dévoient — la recherche scientifique et le progrès technique. C'est dans cette perspective qu'il faut juger les décisions autoritaires du gouvernement en faveur, notamment, de l'industrie nucléaire. Toutefois, il est bien évident qu'une telle politique comporte de très gros risques. Elle implique donc que la classe ouvrière demeure passive ou se contente de revendications traditionnelles permettant au patronat de « négocier » avec les syndicats le temps voulu pour tirer de la crise le maximum de profits.

Pour parvenir à ce but, le pouvoir a décidé de faire simultanément appel à la tromperie, à la crainte et à la division.

— la tromperie, avec des « réformes » comme celles des entreprises (cf. le rapport Sudreau), pour mieux intégrer les travailleurs au système

le jeu de Giscard :



BAROU.

new style et vieilles recettes

quitte à en profiter pour liquider certains patrons un peu trop archaïques.

— la crainte, avec en priorité le développement du chômage total et partiel, mais aussi avec le renforcement des forces de polices et la réorganisation de l'armée sous l'autorité de Bigeard.

— la division enfin, avec les attaques forcenées contre le PCF, et simultanément, les tentatives répétées pour créer un nouveau parti « centriste de gauche » (!) en attendant le moment où le « parti des socialistes » pourrait enfin donner l'illusion que — pour être technocrate — on n'en est pas moins prolétaire...

Face au danger réel que représentent ces manœuvres gouvernementales, le PSU a

un rôle important à remplir. C'est la raison pour laquelle ses militants se sont engagés avec une résolution et une volonté unitaires affirmées dans la bataille pour casser le plan d'austérité.

Il s'agit de démasquer ses manœuvres non seulement en dénonçant le rapport Sudreau, mais surtout en développant les idées propres du PSU sur l'autogestion. A cet égard, il faut montrer de façon concrète comment l'autogestion se situe aux antipodes de toute « cogestion », de toute « participation », de toute intégration même « conflictuelle ». Il faut rappeler comment l'autogestion suppose la suppression de la propriété privée des moyens de production et comment, dès maintenant, le

contrôle ouvrier prépare l'autogestion.

Pour lutter contre la crainte que peut susciter le chômage, il ne suffit pas — bien que ce soit indispensable — de « défendre » les travailleurs sans emploi ou menacés d'être licenciés. La seule défense valable dans ce cas, c'est l'offensive. Il ne faut pas se battre sur le terrain choisi par l'ennemi de classe, mais forcer celui-ci à se battre — et à être battu — sur le terrain que nous aurons choisi. Pour cela, il importe d'engager une lutte vigoureuse à la fois pour la réduction généralisée du temps de travail, pour l'abaissement substantiel de la « productivité », pour la titularisation immédiate des auxiliaires, pour le contrôle populaire de la consommation et de la production, comme le PSU a commencé à le faire, par exemple, à propos des centrales nucléaires.

Mais c'est évidemment le danger de la division ouvrière qui est à la fois le plus pressant et le plus grave. Ici encore, il faut bien comprendre que la grande faiblesse d'une tentative comme celle du « Programme commun » vient moins de ce qu'il contient — certaines des mesures proposées sont en effet valables — mais de ce qu'il se situe toujours à l'intérieur même du cadre capitaliste. En ce sens, le « Programme commun » est typiquement réformiste et électoraliste. Limiter la lutte contre la division ouvrière à des accords au sommet toujours fragiles et à la merci des manœuvres possibles des états-majors ne peut suffire. Ce qu'il faut, c'est aussi lutter avec ténacité pour l'unité populaire à la base, c'est-à-dire pour l'unité de tous les travailleurs, qu'il s'agisse d'ouvriers ou de paysans, d'employés des banques ou du commerce, d'enseignants, ou de la masse de ceux et celles qu'exploite la « fonction publique ».

Cette unité populaire n'est ni un slogan, ni une utopie. L'unité populaire c'est, aujourd'hui, la forme possible de la résistance de masse de la classe ouvrière. Ce sera, demain, un des moyens de sa libération.

André BARJONET ■

Dans les prochains numéros de TS

- des articles des envoyés spéciaux de TS au Portugal ;
- les syndicats de soldats, le mouvement Freinet, l'enfance inadaptée, les relations France-Afrique du Sud, l'opposition en Union Soviétique, les Lip anglais ;
- des reportages sur Marseille, cité

« socialiste », après l'assassinat de Laïd Moussa : les immigrés, Fos, les parisiens de Defferre ;

- un dossier sur les cités de transit ;
- une interview de Jacques Moreau (responsable du secteur politique de la CFDT).



Sommedieu,
Nancy...

Les milices de la peur

« Comités d'intervention d'urgence » à Sommedieu (Meuse), « corps de sapeurs d'auto-défense » à Raon-les-Leau (Meurthe-et-Moselle), « corps communal de sécurité » à Nancy, groupes armés à Pierre Benite (Rhône), « comités de défense » à Stella (près de Nîmes) et à la Chapelle St Luc (Aube)... en quelques semaines, les milices de la peur ont poussé comme des champignons...

« La justice est trop coulante... », « Il faut tondre les jeunes... », la mystique du travail, de la famille, de la patrie reprend du service. « C'est l'autorité qui est en cause... », « Le libéralisme de la justice a des causes politiques... ». Le fascisme quotidien, le racisme ordinaire, relèvent la tête en ces temps de crise et de films-catastrophes.

C'est un avertissement que toutes les organisations de travailleurs doivent enregistrer. Mais pour combattre de tels phénomènes, il faut d'abord s'interroger sur les causes profondes de leur naissance, et comprendre qu'il y a là une manifestation de plus de la profonde crise sociale que le pays traverse depuis 1968.

course de vitesse

La France de 1975 est en effet bien celle d'après 1968. Aucun des problèmes, petits ou grands, posés à la société toute entière par la crise révolutionnaire n'ont été résolus. Bien au contraire. La crise de l'appareil d'Etat n'a fait que grandir. Aujourd'hui, il n'est pas un domaine qui ne soit touché : justice, prisons, psychiatrie, écoles, armée, famille, partout ce sont les agents eux-mêmes du fonctionnement de ces institutions qui, en alliance avec leurs usagers, remettent en cause jusqu'à la finalité de leur rôle et de leur fonction. D'une façon plus générale, c'est la bonne marche du système traditionnel de domination qui est en cause.

La démocratie bourgeoise parle-

mentaire, déjà ébranlée par le gaullisme, ne s'est pas remise des coups portés par le mouvement de mai 1968. De « bonapartisme institutionnel » en « présidentialisme », de Pompidou à Giscard, il faut pour le Capital expérimenter un nouveau système de contraintes et de contrôle social.

L'ancien système, qui connût ses heures de gloire au moment de la IIIème et de la IVème République, reposait sur un tissu social dont les relais principaux étaient constitués par la petite bourgeoisie urbaine et rurale traditionnelle : pharmaciens, médecins, commerçants, petits notables... fournissaient au grand capital la base sociale nécessaire au bon fonctionnement de la pyramide des assemblées « représentatives ».

Mais les profondes transformations économiques et sociales subies par la société dans les années soixante ont considérablement réduit le poids quantitatif et qualitatif de ces couches, au profit de nouveaux secteurs de techniciens, d'ingénieurs, de cadres, etc...

Dès lors, entre le pouvoir et le mouvement ouvrier, commençait une course de vitesse : qui se gagnera ces nouveaux travailleurs ? Avec qui feront-ils alliance ? En accélérant la mise en place de son dispositif politique « fort » (rôle principal de l'exécutif, concentration du pouvoir dans le président), en ouvrant les coulisses du gouvernement largement aux commissions d'experts, aux scientifiques, aux hauts-fonctionnaires, en tentant de nouveaux partages (capitalistes) du pouvoir dans l'entreprise, le pouvoir a pris l'initiative. Il est pourtant loin d'avoir partie gagnée.

l'horreur du vide

Mais en attendant, il faut continuer à faire tourner la machine. Et pour cela, il reste nécessaire de composer avec les vieilles couches.

Alors on flatte les pires de leurs préjugés idéologiques. On stigmatise les magistrats coupables de « faiblesses » et le langage de l'ordre se répand comme un cancer. Les opérations « coups de poings » se succèdent et aucune occasion n'est manquée pour réveiller les fantasmes propres à ces couches qui ont leur avenir derrière elles.

Et pourtant, pour qui prend conscience, ne serait-ce que pragmatiquement, de l'ampleur de la crise sociale et du vide idéologique caractéristique de ces périodes de « transition », il ne fait aucun doute que les démonstrations policières, pour dangereuses qu'elles soient, ne sont pas l'essentiel.

La société, comme la nature, a horreur du vide. Effrayés par leur propre devenir, les anciens piliers de la vieille démocratie bourgeoise ne se sentent soutenus qu'en parole par un pouvoir qui a d'autres chats à fouetter. Quant au mouvement ouvrier, il ne leur propose aucune réelle perspective, et même pour certaines de ces composantes, renforce leur panique en reprenant à son compte les thèmes éculés sur « la sécurité-qui-n'est-plus-garantie » etc. Laissés à eux-mêmes les « braves gens » passent à l'offensive.



Le danger est grand. Certes, il est aujourd'hui encore limité. Mais demain ? Qui assurerait que ces bandes ne se lanceront pas contre les travailleurs en grève coupables de « désorganiser la vie et la société » ? Qui jugerait que ces croisés de l'ordre n'interviendront pas contre les lycées occupés ? Qui affirmerait que « Ponia » ne les utilisera pas comme suppléants d'une police passablement démoralisée ?

Ce qui est en cause, ce n'est pas la tendance générale à prendre en main son propre sort, y compris dans les domaines de l'auto-défense. Les travailleurs le savent bien, qui organisent des piquets pour défendre leur grève ou leur entreprise occupée contre les jeunes et les polices patronales.

Mais le sens et les objectifs de ces « milices » n'ont rien à voir avec les moyens que peut (et doit) prendre la classe ouvrière à un moment du développement de son combat. Loin d'exprimer le désir d'une classe d'avoir à réorganiser la société selon de nouveaux principes, elles ne sont que l'expression crispée des sentiments conservateurs et réactionnaires. Et pour les combattre, il ne suffit pas d'accuser par exemple Marcel Martin, maire de Nancy, « d'envisager, d'une manière démagogique et dangereuse le problème de la sécurité » (communiqué de la section PCF de Nancy). Il faut prendre la question à sa racine ; sortie du terrain de la « sécurité » (contre qui, contre quoi ?) pour aller sur celui du fonctionnement global d'une société qui a fait son temps. S'inspirer des exemples comme ceux de la ville italienne de Savone où — à l'appel des partis et syndicats ouvriers — des comités de défense anti-fascistes ont pu contrôler la ville pendant plusieurs jours.

L'immense force d'avenir des travailleurs est la seule force historique capable, en jetant dès maintenant les bases d'une transformation autogestionnaire de la société, d'attirer à elle les autres forces sociales. C'est maintenant qu'elle doit se manifester.

Maurice NAJMAN ■

Un meeting fasciste annoncé avec fracas, devait se tenir à Nice, salle Bréa, samedi 22 mars. Par voie de presse et d'affiches le Front de la jeunesse, appelait à ce meeting de propagande : les thèmes étaient la jeunesse et la crise, le nationalisme en Europe. Le PSU avait pris contact avec les forces de gauche et d'extrême gauche pour organiser une riposte unitaire afin d'obtenir l'interdiction de la tenue de ce meeting.

En fait, le meeting fasciste n'a pas été interdit par les autorités et, à la dernière minute, 600 manifestants encadrés par le service d'ordre du PC d'une part et par celui du PSU d'autre part, se trouvaient regroupés dans la rue. Les militants de gauche et d'extrême gauche en nombre égal criaient ensemble des slogans très durs, tels que « les nazillons ne grandiront pas », « fascistes, racistes, assassins », « Chilli, Chilli, solidarité ».

Au bout de deux heures de siège devant la salle Bréa, entourée elle-même par une nuée de CRS, et la détermination des manifestants ne faisant que s'affirmer, le responsable du PC, Pasquetti, a lancé un ultimatum aux autorités en disant : « Si ce meeting n'est pas interdit, nous nous chargerons de l'interdire nous mêmes ».

Au bout d'un quart d'heure, la police s'étant chargée de faire évacuer la salle, les militants de gauche n'ont pas eu à intervenir. Les fascistes sont sortis : une petite centaine de jeunes casqués de noir, armés de matraques, certains faisant le salut hitlérien pour narguer les militants. Solidement encadrés et protégés par les forces de l'ordre, ils sont allés rejoindre leur tanière locale de la rue Bavastro.

La « victoire » ayant été acquise, la manifestation antifasciste s'est disloquée. Non sans avoir accueilli la sortie des nazillons sous les huées et en chantant l'Internationale. Seuls quelques heurts isolés entre manifestants et fascistes ont eu lieu plus tard dans la rue.

BOERO ■



Depuis le premier bilan dressé dans TS et le communiqué du secrétariat national du PSU, de nouveaux éléments d'information nous sont parvenus qui permettent de mieux comprendre la nature de l'intervention des fédérations et sections PSU dans la campagne pour l'emploi.

D'une région à l'autre les problèmes sont différents et les luttes spécifiques. Il était donc nécessaire de bien ancrer la campagne nationale dans les réalités locales ou régionales, afin d'éviter de lui donner un caractère propagandiste général et pour jeter au contraire les bases d'une action future.

En profondeur

Ce sont les militants des Hautes Pyrénées dénonçant, dans une conférence de presse dont les conclusions ont été lar-

ricourt, de Beaucourps, de Sochaux, de Saint Luzanne, de chez Marti à Vieux-Charmont ; dans le Rhône où à Lyon les militants du PSU ont vendu à la foire la production « sauvage » des usines occupées de toute la France...

Une action unitaire

Construire, renforcer l'unité de lutte des travailleurs et de leurs organisations est une constante de la politique d'un parti comme le PSU. Non « la mise en demeure » mais le développement d'une dynamique entraînant toutes les forces du mouvement ouvrier, à partir de l'action déjà entamée par les plus consciences. C'est dans le Bas-Rhin, au lendemain de l'occupation par la section de Strasbourg de l'Agence pour l'emploi, la publication d'une « adresse aux organisa-

l'emploi pour poser la question du pouvoir, responsable du chômage et de l'inflation. » C'est pourquoi ils réclament une « échelle mobile du temps de travail » qui répartisse les tâches équitablement, entre tous et permette à chacun de travailler moins longtemps : ils exigent également de contrôler des livres de comptes pour empêcher les patrons de licencier pour maintenir leur taux de profit. Ils demandent la nationalisation, sous le contrôle des travailleurs, des grands trusts et des entreprises en faillite. « L'ensemble de ces revendications » concluent les militants du Rhône, ne peuvent être arraché, sans mettre à bas le gouvernement qui protège et qui soutient la restructuration du capitalisme aux dépens des travailleurs. »

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Chaque jour des entreprises déposent leurs bilans et d'autres pratiquent le « chômage technique ». De ce fait un certain climat de crainte se développe parmi les travailleurs. Les discours du type « vous qui n'êtes pas touchés, tenez-vous tranquilles, estimez-vous heureux, ce n'est pas le moment de revendiquer » peuvent porter d'autant que certains responsables syndicaux n'hésitent pas à le prononcer.

La bataille de l'emploi, c'est d'abord la bataille pour briser la division entre travailleurs, la bataille pour briser la peur et la résignation. Cette bataille, nous pouvons la gagner.

M.N. ■



gement reproduites, la situation de leur département : emplois créés de 1970 à 1974, + 1 % ; augmentation des chômeurs de 1971 à 1975, + 100 % **particulièrement dans le bâtiment.** Ce sont les militants de Haute-Savoie, dont l'intervention a été axée sur le chômage des travailleurs frontaliers, en appelant à l'unité de combat des travailleurs français et suisses. C'est la fédération de la Sarthe, informant, à travers son périodique, les travailleurs du département : pour l'année 1974, 1 460 créations d'emplois étaient prévus et sous 5 ans 2 745... au 19 juillet 1974, 615 emplois seulement avaient été créés : or il n'y a pas eu d'implantation industrielle depuis 6 mois ! Sans compter les 625 licenciements en moins de six mois et les réductions d'horaires avec pertes de salaires. Au 31 décembre 1974 : 7 750 chômeurs...

Rappelons aussi ce qui s'est passé à Argenteuil avec ceux de Kléber-Colombes et d'Ascinter Otis ; dans les Ardennes où, seuls, les militants PSU ont aidé les ouvriers d'ITN (Industrie Textile de Neuflyze) en liquidation judiciaire ; dans le Doubs avec les travailleurs d'He-

tions politiques et syndicales de gauche » proposant actions communes et constitutions de structures de base de la mobilisation (comité de chômeurs etc.).

Ce sont nos camarades de la Loire s'adressant au PC et au PS pour mener ensemble la bataille sur l'emploi, leur proposant, entre autres, l'organisation de marches sur les agences de l'emploi pour réclamer 90 % de salaire brut pour tous les chômeurs ; malgré le sectarisme brutal du PC contre la section de l'Oudaine engagée directement dans la lutte des ouvriers d'Avyac qui occupent l'usine.

Ce sont les militants des Alpes-Maritimes qui, sur la base de leur expérience au sein des comités de chômeurs, s'interrogent sur la perspective d'un tel mouvement. Il faut un axe de lutte précis, des revendications offensives qui sortent du cadre de l'« assistanat ». Ils proposent la gratuité des transports et surtout le moratoire des loyers, qui peut permettre une campagne active d'auto-réduction.

C'est aussi comme l'écrivent nos camarades du Rhône : « **Pour nous le sens général de notre campagne est de partir des revendications immédiates sur**

Le PSU à la télé

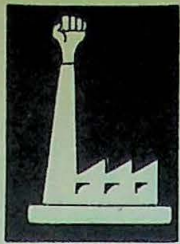
Le 9 avril

à 19 h 49

sur « FR 3 »

Le « journal télévisé » du PSU présenté par Edouard Guibert avec Michel Mousel, Charles Piaget, Haroun Tazieff dans le cadre de l'émission « Tribune Libre ».

◀ A Besançon, le 18 mars : occupation de l'Agence nationale pour l'emploi. Au premier plan, à droite, le directeur départemental. A gauche, Charles Piaget, secrétaire national du PSU.



social

les responsables CFDT de la Loire :

Pourquoi nous avons choisi de rejoindre



On peut discerner une double contradiction dans votre évolution politique. Vous êtes ce qu'on peut appeler des « enfants de Mai » : c'est-à-dire d'un mouvement anti-hiérarchique, libertaire, faisant voler en éclats tous les cadres préexistants. Or vous prônez actuellement une conception très rigide du léninisme assez antinomique avec ce que Mai avait semblé donner de meilleur. D'autre part vous dites avoir pris une certaine option politique en tant que militants syndicalistes, à partir d'une pratique ouvrière et syndicale qui prend en compte justement les acquis de Mai. Comment le PS peut-il alors servir de répondant politique à cette pratique ?

Mai 68, nous l'avons vécu en militants syndicalistes : nous avons été frappés alors par l'ampleur du mouvement de masse, c'était la première grande démonstration offensive depuis longtemps des capacités révolutionnaires de la classe ouvrière et d'autres couches sociales aux prises avec le capitalisme. C'était une expérience extraordinaire qui a mobilisé nos énergies et nos espoirs. Puis nous nous sommes aperçus que ça n'avait pas débouché. Pourquoi, chacun en a tiré des leçons différentes : une organisation comme la CFDT a fait le constat de la carence des partis de gauche à cette époque. Il n'y avait pas d'alternative politique.

Nous avons vécu ensuite, pendant deux ou trois ans, une période constante d'action, des conflits très durs. On s'est dit : « il y a une combativité au sein de la classe ouvrière, une mise en cause du capitalisme, une réaction par rapport à un type de prolétariat et d'organisation du travail qu'on est en train d'imposer ».

En même temps nous avons senti profondément que le simple débouché économique, celui du succès revendicatif, était très souvent limité. De plus en plus nous avons réalisé qu'il ne fallait pas opposer

mobilisation de masse et débouché politique car l'absence de débouché politique constituait véritablement un frein pour les luttes sociales.

La période de 1971, lors de la bagarre sur la retraite à 60 ans, nous a beaucoup fait réfléchir. Chez nous elle était très populaire. Les camarades nous disaient : « vraiment, il suffit d'un rien pour que ça bascule ». Nous nous demandions ce qu'on pouvait faire à partir de là. On nous répondait : « il y a des raisons de se foutre en grève, mais où va-t-on aller si on fait un véritable Mai 68 ! on va encore échouer ».

Il est donc important qu'il y ait une véritable alternative politique. Tans qu'on n'y verra pas clair là-dessus, il n'y aura pas de possibilité pour les grands mouvements revendicatifs. Une fraction importante de la classe ouvrière, celle qui est finalement la plus politisée, celle qui a baissé les manettes spontanément quand Peugeot a été envahi par les flics, faisait une sorte d'auto-freinage. Elle sentait qu'elle ne pouvait pas se lancer dans un mouvement qui se terminerait par un échec, par une récupération de la bourgeoisie. C'est l'échec relatif de tous ces grands mouvements sociaux qui nous a montré avec force la nécessité de contribuer au développement d'une alternative de gauche.

« Le PS occupe une place stratégique »

Mais pourquoi le PS ?

On ne peut pas se situer en dehors des partis où se trouvent les masses. Qu'on le veuille ou non, elles se

sont trouvées mobilisées lors de l'élection présidentielle derrière l'union de la gauche. Sans doute le

Au sein de la CFDT, la Loire est une union départementale stratégique : elle constitue l'un des piliers du comité régional Rhône-Alpes. Contrairement à ce qui s'est passé ailleurs, l'opération des Assises y a pris une certaine ampleur — le PS a enregistré 500 adhésions et a doublé de volume — et a revêtu une signification politique différente de ce que voulaient les états-majors parisiens : les deuxième et troisième composantes ont rejoint le courant de gauche du PS.

PC est-il l'expression dominante de la classe ouvrière mais le PS a conquis une audience qui n'est pas négligeable dans la classe ouvrière elle-même et surtout dans les couches périphériques de la classe ouvrière, du type « petite bourgeoisie radicalisée » (secteur tertiaire prolétarisé, etc...).

Le PS reste encore marqué par de multiples contradictions. Les notables du PS sont toujours attirés par les stratégies qui sont payantes au plan électoral ; ils peuvent passer, au moins une partie d'entre eux, d'une alliance de classe à une al-

liance plus opportuniste pour avoir plus de sièges.

Mais le PS subit aussi le poids d'une certaine base électorale et adhérente. Cette base sociale sur laquelle il s'appuie en partie est plus ouvrière. Elle est surtout à dominante « tertiaire » prolétarisée. Tant que ces couches salariées seront prolétarisées, et on ne voit pas comment le capitalisme pourrait revenir sur cette situation, elles auront tendance à avoir un comportement social radicalisé, un comportement politique d'alliance avec la classe ouvrière. Le PS est tiré de ce côté-là à gauche.

Pourtant un certain nombre de militants CFDT, fait nouveau, entrent au PC.

C'est exact et c'est un phénomène compréhensible. Mais est-ce que ce choix ne risque pas d'être une sorte de fuite en avant ? Entrer au PC, cela peut paraître sécurisant pour des militants qui se veulent révolutionnaires. Entrer au PS, c'est moins exaltant. Le PS, précisément parce qu'il est peu amarré, peut avoir un comportement déroutant. Mais, qu'on le veuille ou non, il occupe une place stratégique et on ne

voit pas comment on pourrait se passer de lui. Personne n'y gagnerait s'il sortait de cette alliance de classe. A la limite, il n'y aurait pas d'alliance de classe sans le PS.

On ne croit pas, on ne croit plus, à la constitution d'un parti des luttes. On ne croit pas, on ne croit plus, au développement du PSU comme parti potentiellement révolutionnaire un jour. Notre choix du PS est un choix réaliste et responsable.

Notre choix est réaliste et responsable

Au départ, vous avez été parmi les plus critiques contre le programme commun. Aujourd'hui, vous y faites référence. N'y a-t-il pas là une remise en question d'une certaine tradition « libérale » de Mai 68 que ni le PC, ni le PS, ni le programme commun ne prennent en compte ? Qu'est-ce qui a changé, vous ou les autres ?

La région Rhône-Alpes a été, c'est vrai, parmi les plus critiques à l'égard du programme commun, mais elle n'est plus la même. Il y a eu une évolution interne qui pourrait s'expliquer par le poids et l'influence de telle ou telle UD, elle-même représentative de telle ou telle couche sociale.

Nous aussi, nous avons évolué. Mai 68 a amené une espèce de résurgence de l'anarcho-syndicalisme (la « magie » de l'action, la « révolution culturelle » par l'action), on a redécouvert la capacité de mobilisation de classe ouvrière. Nous avons eu alors d'autant plus tendance à prendre à notre compte le discours anarcho-syndicaliste que, en même temps, notre ligne stratégique s'est définie de manière dialectiquement opposée à celle du PC et de la CGT. C'est un phénomène assez compréhensible.

Ensuite les luttes sociales nous ont obligés nous l'avons vu, à poser

le problème du débouché politique de manière plus concrète : on s'est dit qu'il fallait davantage intégrer le problème de la prise du pouvoir dans notre stratégie. C'est peut-être cela que vous appelez le léninisme ? Nous récusons cette étiquette léniniste, car elle fait référence à des conceptions et à des schémas qui avaient été élaborés dans un contexte précis qui n'est plus le même aujourd'hui. Le problème des relations partis-syndicats ne se pose pas de la même façon. L'Etat décrit par Lénine est devenu une machine aujourd'hui plus complexe ; ce qui ne change pas, c'est sa nature de classe.

Le Chili aussi nous a fait réfléchir ; précisément, il a montré l'enjeu du contrôle de l'appareil d'Etat. Maintenant il y a le Portugal : le schéma portugais ne colle pas du tout avec ce que pouvait dire la CFDT après 1968.

Enfin disons que dans la Loire

le courant de gauche du PS

Comment conçoit-on à St-Etienne les relations entre partis et syndicats ? Nous avons posé la question à plusieurs responsables de la CFDT : Roger Bonneville (secrétaire général de l'UD), Pierre Héritier qui fait partie de l'équipe de l'UD tout en étant l'un des responsables de la région, Gérard Rousson (Sécurité Sociale), Victor Cocquelet (métaux), Michel Arbault (fonctionnaire), Marie-Thérèse Bouchet (santé) et Jean Dorel, permanent.

nous n'avons jamais « craché » sur les élections : la prise du pouvoir politique peut se faire avec élections mais aussi en dehors d'elles. Mais il ne faut pas opposer prise du pouvoir politique et mobilisation des masses, l'une étant léniniste,

électorale, centralisatrice... et l'autre mobilisatrice, autogestionnaire, etc. Que ce soit au Chili ou au Portugal, c'est la dialectique, l'articulation entre les deux qui peut permettre une transformation sociale.

Revenons au présent. Vous êtes en même temps syndicalistes et militants politiques. Comment se fait le partage des tâches ?

Depuis les présidentielles, une étape a été franchie : il est maintenant normal qu'un militant CFDT ait une carte politique dans sa poche, qu'il le dise, qu'il puisse s'exprimer en tant que tel et participer à un combat politique. Avant, cela aurait été impensable et ce n'était pas normal.

Le syndicat, à notre avis, peut être sur un pied d'égalité avec le parti, à condition qu'il en ait les moyens. A la CFDT, au plan confédéral, on définit l'indépendance au niveau des principes ; nous, nous la posons en termes de moyens. De plus le syndicat a ses limites ; par exemple ce n'est pas lui qui va pouvoir investir l'appareil d'Etat. L'adhésion à un parti permet de franchir ce fossé et elle permet aussi de s'inscrire dans les faits en contradiction avec l'idéologie do-

minante sur l'apolitisme du syndicat.

Nous nous situons en responsables d'un syndicat de masse et de classe et nous définissons nos positions en fonction d'une analyse interne à l'organisation en fonction des réalités que nous représentons. Nous ne sommes pas des agents « téléguidés » de l'extérieur.

Mais il faut quand même opérer une distinction. Nous n'avons pris aucune responsabilité à l'intérieur du PS : les camarades qui le font, comme Michel Coffineau, ont abandonné leurs responsabilités syndicales. Alors que la CGT ne fixe pas de limite à l'engagement politique de ses responsables, nous, nous en fixons.

« Partis et syndicats sont à la fois complémentaires et concurrents dans l'entreprise »

Quelle peut être l'action d'un parti à l'intérieur de l'entreprise ?

Au niveau de l'entreprise, les rôles du parti et du syndicat sont à la fois complémentaires et concurrents. Nous ne voulons pas aboutir à une division du travail qui nous ferait retomber dans une forme de trade-unionisme : le parti a des attaches dans l'entreprise mais n'y joue aucun rôle ; pour lui, c'est une base sociale qui lui permet de remporter des victoires électorales. Le syndicat rend des services au parti, le parti rend des services au syndicat. Cela, nous n'en voulons pas.

Nous sommes pour l'implantation des partis dans l'entreprise. D'abord parce qu'elle est de nature à modifier le poids des travailleurs à

l'intérieur d'un parti, et notamment d'un parti comme le parti socialiste : ce n'est pas à travers des sections de quartier qu'ils pourront s'exprimer, encore moins à partir de sections locales : l'organisation, de sections de quartier favorise une certaine petite bourgeoisie nouvelle, comme les sections locales favorisent les « notables ». Par contre si l'on veut vraiment que les travailleurs s'expriment dans un parti de gauche, ils doivent pouvoir se réunir près des lieux de travail, à la sortie du boulot, dans un coin près de la boîte, avant qu'ils ne se séparent dans les quartiers. Dans ce cadre il y a une homogénéité qui permet réellement l'expression des travailleurs.

L'enjeu, pour vous consiste donc à injecter un certain nombre de cadres ouvriers, formés à l'extérieur du parti par une pratique, dans une structure qui n'a pas été faite pour ça, une structure à base de notables, d'implantation prioritaire dans les classes moyennes.

Quels moyens vous donnez-vous de le gagner ?

Le mot injecter ne nous déplaît pas, il n'est pas mauvais. C'est vrai, nous avons fait un pari.

Pour l'instant, c'est le développement du secteur entreprise. Ce développement, en fait, se fera sur



une base de gauche quelqu'en soient les responsables. A moins de le saborder. L'autre moyen, c'est la formation théorique des militants. Que ce soit dans l'anarchosyndicalisme ou la social-démocratie, il y a un mépris pour la théorie qui est sous-tendu par une idéologie vasouillarde et finalement

réformiste. D'autre part, donner une formation marxiste à des militants qui n'ont pas de pratique, cela est peu efficace. Nous pensons, nous, qu'il vaut mieux faire une large place à des militants de masse et les former théoriquement. Mais les deux démarches ne sont pas contradictoires.

La gauche de la CFDT est plus soudée que jamais

Cette OPA des militants CFDT sur le PS ne risque-t-elle pas de les faire désertier plus ou moins le terrain syndical, parce qu'ils seront trop pris par leur engagement politique ? En un mot, vous investissez le PS, mais vous risquez de vous laisser distancer dans l'organisation.

D'abord, pour nous, il n'y a pas d'OPA sur le PS : il y a aussi beaucoup de militants CGT et FEN dans le PS. Ensuite il n'est pas question de délaissier nos responsabilités dans la CFDT. C'est le piège dans lequel il ne faut pas tomber. Pendant quatre mois, nous nous sommes battus politiquement parce que l'opération était en train de se faire sur des bases qui n'étaient pas les nôtres. Nous n'avons pas pour autant déserté le terrain syndical.

Il ne faut surtout pas confondre le courant de gauche qui s'exprime dans la CFDT et le courant de gauche qui existe dans le PS ; c'est faux et c'est beaucoup plus complexe que ça. Dans la CFDT, ce que l'on appelle la gauche, ce n'est pas le CERES mais un ensemble d'organisations qui elles-mêmes sont avant tout marquées par leur base.

La référence, en définitive, c'est plus le projet de société de la CFDT que le projet du PS !

Le mot projet, on n'aime pas beaucoup. Disons que nous faisons notre boulot d'organisation de masse et de classe, dans le cadre de la stratégie de la CFDT. Nous

Il y a, dans ce courant, des organisations qui n'ont pas fait le même choix que nous comme Hacuïtex, la Basse-Normandie... Cette gauche, dont les frontières ne sont pas du tout rigides, ne se définit pas par rapport à un parti politique mais par rapport à une option de classe, une certaine conception du rôle d'une organisation de classe et de masse comme la CFDT. Et nous n'avons jamais autant fait bloc que depuis quelques mois.

Mais actuellement tout notre boulot, c'est la campagne de mobilisation. Est-ce qu'on va laisser le capitalisme récupérer, est-ce que les travailleurs vont payer la crise. Nous continuons notre travail d'explication, de mise en route de l'action revendicative, de formation des militants.

sommes des responsables syndicaux qui ont prolongé politiquement les actions parce que les deux sont complémentaires.

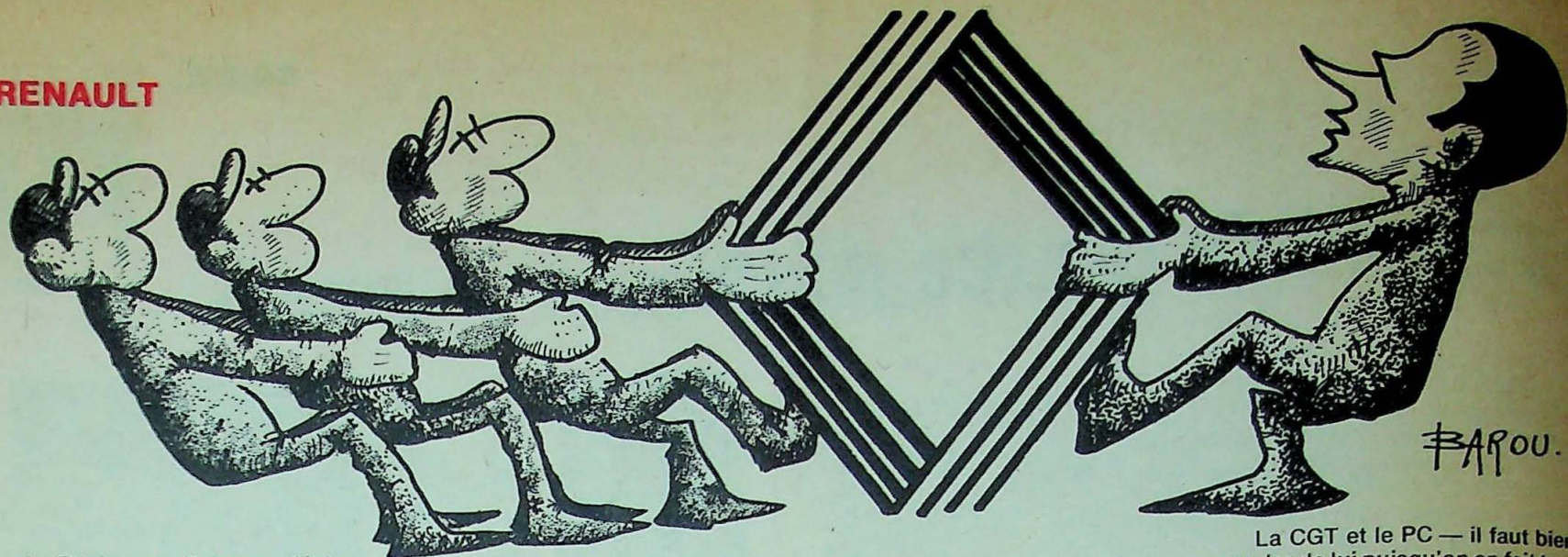
Cela se jouera comment si la gauche arrive au pouvoir ?

C'est là que l'on jugera le succès de l'implantation du PS à la base et la capacité des organisations syndicales et politiques de gauche pour articuler mobilisation de masse et action au niveau de l'Etat. Il faudra être à la fois capable de maintenir une sacrée mobilisation pour imposer

des transformations. Et, en même temps, il faudra une capacité politique des militants pour ne pas pousser dans n'importe quel sens.

propos recueillis par
Monique GRIMA ■

RENAULT



La Régie connaît son conflit le plus long depuis la guerre, et, pour le moment, personne n'en voit la fin. Le rapport des forces ne se modifie pas. Le gouvernement et la direction de Renault refusent d'engager des discussions tant que le travail n'aura pas repris normalement au Mans sur une durée probante. Leur rejet catégorique des propositions syndicales adoptées par les ouvriers du Mans pour sortir de l'impasse en est une preuve supplémentaire. Ils se proposaient de reprendre normalement le travail quatre heures, les discussions sur les salaires et les classifications débutant simultanément. Eux-mêmes gardaient ensuite l'entière liberté d'appréciation quant à la poursuite du coulage des cadences suivant l'évolution des négociations.

Les travailleurs sarthois, à l'heure où nous écrivons, veulent faire la preuve de leur bonne volonté en effectuant les quatre heures de travail sans baisse des cadences. Là aussi, il est peu probable que cela entraîne un déblocage de la Régie s'ils reprennent ensuite leur mouvement, d'autant que la direction ne veut pas entendre parler des salaires. Les journées de lock-out deviennent de plus en plus nom-

breuses dans les autres usines sans susciter pour autant de réactions autres que sporadiques parmi les travailleurs touchés.

Les ouvriers spécialisés du Mans continuent donc fermement à se battre seuls pour une augmentation de 250 F uniformes par mois et la révision de la grille des classifications. Les quelques tentatives d'élargissement de la lutte se sont soldées par ce que l'on appelle, en langage diplomatique, des résultats très divers. Chacun y est allé, Régie et syndicats, de sa plainte avec demande de dommages et intérêts devant les tribunaux : en fait, il s'agissait du dernier round d'observation avant l'épreuve finale. Une chose

est certaine, ce ne sont pas les délégations à répétition devant préfetures et ministères qui précipiteront une issue favorable pour les ouvriers de la Régie.

Il y a sept semaines, lorsqu'ils ont commencé à couler les cadences, les OS du Mans croyaient qu'ils s'incorporaient à une phase ascendante du mouvement revendicatif à Renault. C'est d'ailleurs ce qu'on leur faisait croire. En réalité, les organisations syndicales, notamment la CGT, ne désiraient pas d'épreuve de force, avaient désamorcé la combativité des ouvriers dans la plupart des autres usines. Les OS du Mans se sont donc retrouvés isolés face à la contre-offensive de la Régie.

La CGT et le PC — il faut bien parler de lui puisqu'on en fait tant cas — marchent aujourd'hui sur des œufs. Ils désiraient surtout faire du bruit, montrer qu'ils sont là, à l'avant-garde de la classe ouvrière, maintenir un fond d'agitation permanent qui permette de dénoncer le régime de Giscard. Ils ont seulement oublié plusieurs paramètres. La bourgeoisie ne se laisse pas manœuvrer et cherche l'épreuve de force quand elle sait qu'elle peut la gagner et les ouvriers n'ont rien à faire d'une agitation continue de caractère politicarde : ce qu'ils veulent, c'est la satisfaction de leurs revendications.

Le résultat est là : il a été impossible de provoquer à nouveau l'entrée dans la lutte des travailleurs de Billancourt et de Flins après leur avoir dit « surtout pas de grèves illimitées ou d'actions qui risquent de provoquer la fermeture de l'entreprise ». Mais, il était aussi impossible de ne pas soutenir les ouvriers du Mans déterminés à se battre.

La CGT et le PC se sont pris au piège de leur propre jeu. Il s'agit maintenant pour les ouvriers de la Régie de ne pas payer les pots cassés.

D. JUGE ■
(1er avril 1975)

SAVIEM : oui à trois questions

Erreurs de gestion, projet de restructuration SAVIEM-BERLIET, sanction contre des travailleurs combatifs ? : l'intersyndicale CFDT de l'usine de poids lourds SAVIEM répond « oui » à ces trois questions. La SAVIEM, c'est trois usines : Blainville (Calvados) 6 816 personnes ; Limoges 2 555 ; Annonay (Ardèche) 2 340 ; plus le siège social 2 694 personnes à Suresnes. Soit en tout près de 15 000 salariés. C'est aussi une classe ouvrière combative, menant des luttes très populaires sur des objectifs refusant toute hiérarchie. La SAVIEM, c'est enfin la régie Renault.

Trois mois avant mai 1968, en janvier, la bagarre éclate à Blainville contre les inégalités de salaires, les injustices. Depuis, il ne s'est pas passé d'années sans que des luttes du même type ne se développent, malgré la violence de la répression, telle celle qui s'est cristallisée contre Guy Robert.

Les syndicalistes CFDT de Blainville sont majoritaires, avec 60 % des voix lors des élections professionnelles, contre 35 % à la CGT. Celle-ci est majoritaire dans les deux autres usines ainsi qu'au siège social. Au total, la CFDT est très légèrement majoritaire, FO et la CGC totalisant moins de 10 % ensemble.

Malgré cette représentativité la CFDT a souvent été dénoncée comme « gauchiste » par la CGT. Aujourd'hui, en dépit des séquelles du passé, les deux syndicats ont adopté une plate-forme d'action commune : 300 F uniformes mensuels, prime de bilan de 600 F, rétablissement de l'échelle mobile, refonte de la classification par progression des plus défavorisés, paiement des « ponts » résultant du chômage partiel, retour aux 40 h, retraite à 60 ans.

Lors d'une réunion le 26 février, la direction de la SAVIEM se contentait de faire des propositions inférieures aux acquis de 1974. Mieux : elle

aggravait les menaces en matière de chômage. Depuis novembre, 4 000 travailleurs de Blainville ont chômé 19 jours. Treize autres journées sont programmées depuis la fin mars. 2 000 travailleurs d'Annonay et de Limoges sont en passe de subir le même sort.

Ces jours chômés sont indemnisés à 60 %. « Nous exigeons 100 % », déclare la CFDT. Pour le moment, elle mène une campagne d'explication et d'information sur les faits « troublants » qui marquent la gestion de la direction. Notamment l'accroissement des cadences de fabrication de la gamme basse par la mise en place d'autres équipes et la pratique des heures supplémentaires. Chômage partiel d'un côté, accélération des cadences de l'autre : c'est la douche écossaise.

Par ailleurs, il serait bien intéressant de confronter les points de vue avec les travailleurs de Berliet, « nouveau-né » de la régie Renault. Mais le vieux bastion CGT lyonnais, largement majoritaire, appuyé par une CFDT plus proche des positions de la majorité des métallos CFDT que des militants de la SAVIEM, sortira-t-il de sa méfiance pour que l'unité de lutte puisse avancer ?

La question est importante. Car à Blainville l'heure approche où il faudra passer à l'action. A Limoges, la bataille a démarré le 5 mars dernier. La CFDT a dû accepter les grèves tournantes bien qu'à la chaîne montage moteurs, puis au banc d'essai des moteurs pour l'armée et chez les caristes, des grèves reconductibles aient éclaté.

« Tôt ou tard, la vérité éclatera et la SAVIEM devra payer ! », laisse entendre l'inter-usine CFDT. C'est bien l'avis des groupes d'entreprise PSU-SAVIEM.

Michel CAMOIS ■

un trafiquant de main-d'œuvre devant ses juges

Jacques P..., un maçon, a été rapatrié récemment de France à l'île Maurice. Hospitalisé à Ostende, après le choc d'une aventure douloureuse vécue en compagnie d'autres émigrants mauriciens, il avait été tellement traumatisé qu'à l'hôpital il déchirait des bouts de papier, et les distribuait aux autres malades, en disant : « Voilà un contrat de travail ! ».

Mais tous n'ont pas « lâché » : et pour la première fois en France, un patron est cité en justice pour trafic de main-d'œuvre immigrée et infractions diverses à la législation du travail. L'action se passe à Troyes, et le second round est prévu pour le 14 avril...



En 1973, des travailleurs mauriciens avaient été recrutés à l'île Maurice par l'entreprise Silverio qui leur avait promis des contrats réguliers et de bons salaires. En fait, ils furent introduits irrégulièrement en France, après un séjour de quatre mois en Belgique. Conduits au siège de l'entreprise à Saint-Julien-les-Villas (près de Troyes), ils durent — pour plusieurs d'entre eux — travailler au noir, sans papiers, sans Sécurité Sociale, avec un salaire dérisoire au bon gré du patron.

Ces travailleurs mauriciens se sont révoltés et sont entrés en lutte contre Silverio pour leur régularisation. Spontanément un comité de soutien s'est créé, regroupant diverses organisations (CFDT - PSU - LCR - PS - JS - MRG - CDDVTI - GISTI - MRJC - VIE NOUVELLE - MTM - MTA - Ligue des Droits de l'homme). Des absences remarquées, cependant : celles de la CGT et du PCF...

Après une lutte acharnée, les

travailleurs mauriciens ont obtenu du travail chez des employeurs de l'Aube, et la promesse d'une carte de travail. Un an après, Celso Silverio et son responsable administratif, Michel Gardiennet, comparaissent devant le tribunal correctionnel...

Le rôle des hommes de main

L'action du comité de soutien au service de la cause des travailleurs mauriciens porte sur plusieurs objectifs. Tout d'abord, à leur demande expresse, leur combat doit être en prise directe avec la lutte que mènent les autres travailleurs immigrés. Le procès de Silverio, c'est le procès de tous les employeurs qui utilisent ces mêmes procédés (Silverio a été pris en flagrant délit, mais il n'est ni le premier ni le seul « négrier » moderne). Les patrons envoient leurs hommes de main recruter dans les pays d'émigration tels que l'île Maurice, le Pakistan, la Turquie, le Maroc, etc... Ils promettent des contrats réguliers, des salaires importants. Les travailleurs intéressés par les hauts salaires s'endettent même pour payer le passage (comme ce fut le cas pour les Mauriciens) et se retrouvent en France dans l'illégalité, à la merci des employeurs ou des autorités, flics, etc...

Les imprudences de Silverio

Une popularisation intense a donc été entreprise et continue encore actuellement : tracts, affiches, articles de presse, contacts avec d'autres travailleurs immigrés. Le clou de la popularisation fut les « 6 Heures pour les Immigrés » avec projection du film : « Bicots-Nègres Vos Voisins » de Med Hondo, une pièce de théâtre « Ça travaille, ça travaille et ça ferme sa gueule » par la troupe El Hassifa, des orchestres arabes et mauriciens, etc... Plus de 800 personnes ont participé au spectacle-débat, de nombreux contacts se sont noués et le slogan « TRAVAILLEURS FRANÇAIS, IMMIGRÉS, MEME PATRON, MEME COMBAT » a fait l'unanimité.

Social



Celso Silverio a de l'autorité. Il fallait le voir filtrer les entrées du tribunal correctionnel de Troyes sous l'œil respectueux et complice des gardiens de la paix locaux. La séance s'annonçait bien. Pourtant l'accusé se trouva souvent en difficulté et l'ensemble des commentaires de la presse nota la véracité des arguments des travailleurs mauriciens eux-mêmes, confrontés avec les arguments de la défense.

Ils n'ont pas eu à payer leur voyage, c'est l'entreprise qui l'a réglé. « Je n'étais pas au courant », tente de faire croire Silverio qui sait bien que c'est là le premier maillon de cette chaîne de « négriers modernes », selon un avocat de la partie civile. C'est Michel Gardiennet qui a remis un chèque de 42 000 F au passeur, « sans savoir exactement ce qu'il en était »...

Pour compenser la dépense des billets, il a été signé des reconnaissances de dettes par les Mauriciens. Pour débarquer à Ostende, en Belgique, et passer la frontière française, les travailleurs immigrés disposent d'un papier à en-tête de l'entreprise Silverio précisant qu'ils viennent passer un concours d'ouvriers du Bâtiment. « C'est Paul Nagloo (le passeur) qui a dicté ce papier ». L'irresponsabilité la plus complète règne dans cette entreprise...

Ainsi donc l'infraction pour trafic de main-d'œuvre immigrée a été prouvée. Alors que l'entreprise aurait dû passer par le canal de l'Office National d'Immigration, elle s'arrange comme beaucoup d'autres pour mettre cet Office devant le fait accompli. Comme explique un représentant C.F.D.T., l'O.N.I. ne contrôle plus qu'environ 18% de l'immigration. Or, dans une situation de chômage, introduire des travailleurs immigrés conduit à en faire des chômeurs.

Sans parler de l'inégalité entre les patrons, qui eux obtiennent, à coup sûr, la régularisation lorsqu'ils la demandent, et les immigrés qui sont trop souvent remis dans l'avion, ou n'obtiennent jamais leur mise en règle, et subissent alors les sévices de la police et le chantage des patrons.

« Ils ne travaillaient pas, je les occupais à bricoler », a déclaré Celso Silverio. Devant les affirmations des travailleurs mauriciens, si précises, leur bonne foi tellement évidente, le Président du Tribunal s'est écrié : « La cause est entendue ».

Les débats reprennent le 14 avril. On « attend » Paul Dijoud, secrétaire d'Etat à l'Immigration, cité par la partie civile. Quelle va être la position du ministre face aux déclarations de Silverio ?

J. ENTRAUBE ■



● Fougères :

En « accompagnant » du samedi Cointat

La situation économique et sociale devient catastrophique pour les travailleurs fougérois : 814 chômeurs officiellement connus en décembre 1974. Encore ce chiffre est-il nettement en dessous de la réalité, comme c'est le cas dans toute la France : selon les syndicats, pour avoir une idée à peu près exacte du nombre de chômeurs, il faut multiplier ce dernier par 1,46. A Fougères cela nous donne donc 1 190 chômeurs : soit un travailleur fougérois sur 12 !

Cette situation risque encore de s'aggraver dans un proche avenir.

En effet des licenciements collectifs sont possibles dans les fabriques de chaussures (Morel, Rehault, Martin) et de vêtements (Cyclone, le n° 2 de l'imperméable, a déposé son bilan et doit être racheté par un autre groupe : on parle de Bidermann, « le sauveur » de Big Chief à la Roche sur Yon). Le chômage partiel sévit à peu près dans tous les secteurs, notamment dans l'entreprise Simmons (fabrique de matelas) et dans quelques boîtes du bâtiment.

Même la bourgeoisie locale s'inquiète. Ainsi, la municipalité (UDR) a-t-elle voté une motion pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation de l'emploi à Fougères. La section de Fougères du PSU a dénoncé, dans un communiqué à la presse locale, cette manœuvre démagogique : le député-maire de Fougères, Cointat, soutient le régime giscardien de chômage et de vie chère.

Les travailleurs ne sont d'ailleurs pas dupes de cette « volonté » des bourgeois de s'opposer au développement du chômage. Ils comptent avant tout sur l'intensification de leurs luttes pour le mettre en échec. C'est ainsi qu'à l'appel de la CGT et de la CFDT 1 200 travailleurs des entreprises Cyclone, Rehault et Simmons ont directement interpellé le jeudi 20 mars les notables locaux au moment où ceux-ci inauguraient la foire-exposition : ils ont tout d'abord couvert la Marseillaise officielle en entonnant l'Internationale et ont ensuite « accompagné » Cointat lors de la visite des stands. Cette action originale a eu un impact réel puisque même la presse bourgeoise (Ouest-France, Télé-Bretagne) s'en est fait largement l'écho.

Cependant la classe ouvrière fougéroise sait qu'il lui faudra mener des actions encore plus offensives pour venir à bout du patronat. La journée d'action du 29 mars a permis une plus grande mobilisation de masse contre le chômage à Fougères. Ce jour là, le PSU était, comme toujours, aux côtés des travailleurs en lutte. Un comité de chômeurs s'est constitué sur Fougères à l'appel de la CFDT. Il a déjà entrepris les premières démarches pour faire valoir les droits des chômeurs.

Section PSU de Fougères ■

● Michelin :

la grève du samedi

L'usine Michelin à La Roche-sur-Yon, créée il y a quatre ans, emploie 550 ouvriers, dont beaucoup sont d'anciens paysans. Ce sont des ouvriers que l'on a soigneusement sélectionnés avant l'embauche définitive. N'entre pas à Michelin qui veut ! Et pourtant ils ont fait grève, les 21 et 22 mars : une grève surprise, largement suivie.

A l'usine Michelin de Cholet où sont produits des pneus « tourisme », la production baisse. A La Roche, on produit des pneus pour véhicules lourds : pas suffisamment aux yeux de la direction qui veut faire venir de Cholet une équipe supplémentaire. Pour cela il faut faire travailler tous les samedis, et les machines de l'usine de La Roche tourneraient à plein, sans augmentation de salaire.

Les travailleurs de Michelin refusent de travailler le samedi pour préserver leur vie personnelle et familiale ; ils entendent, tout au contraire, imposer la réduction de la durée du travail (actuellement supérieure à 40 h) sans perte de salaire, et l'instauration de cadences « normales » et de conditions de travail moins « policées ».

Samedi matin, à 4 h 30, pour l'embauche de 5 h, le piquet de grève a été renforcé par des militants extérieurs à l'usine, les gars de Michelin ayant appris la veille au soir que les cadres voulaient venir briser la grève. L'opération s'est renouvelée aux 2 autres embauches de la journée. Les cadres étaient donc présents, mais ils ne sont pas habitués à travailler et que 70 à 80 % du personnel de production étaient en grève, l'usine n'a pratiquement pas tourné.

L'empire Michelin est solide ; la bagarre sera dure. Déjà, à Poitiers et à Tours, les travailleurs ont accepté de bosser le samedi. Seule la solidarité nationale et internationale des travailleurs de Michelin peut faire plier le trust.

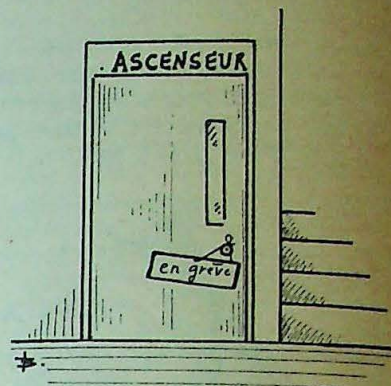
Jean COIRIER ■

● Argenteuil :

convoyeurs en panne et ascenseurs bloqués

Kléber Colombes à Argenteuil : 480 travailleurs, dont 30 % d'immigrés qui fabriquent des convoyeurs pour le transport du minerai. Sur le grand mur triste de l'usine, une pancarte ironique : « Kléber-Colombes embauche ouvriers de fabrication tous niveaux — travail en 2 x 8 — Emplois stables ». De l'autre côté, « Kléber Colombes usine en grève, usine occupée ». La lourde porte s'ouvre. Michel, responsable du comité d'entreprise, et des travailleurs marocains et portugais, parlent de Kléber : 10 millions de bénéfices en 1974, des investissements de 63 millions dans des machines modernes, une réserve de 15 millions pour la construction d'une nouvelle usine, l'autofinancement de trois usines depuis 1968, un projet de construction d'une usine en Hollande (en suspens à cause de la conjoncture internationale), un carnet de commande bien garni... Malgré cela, la direction ne trouve pas d'argent pour donner satisfaction aux revendications des travailleurs, pourtant bien raisonnables.

Ascinter Otis, voisine de Kléber Colombes à Argenteuil, emploie 250 travailleurs, jeunes pour la plupart, dont 10 % d'immigrés et 25 % de femmes. On y fait les réparations, l'entretien, les dépannages de pièces détachées pour escalateurs, trottoirs roulants, etc. Dépendant d'une société multinationale, les travailleurs ne peuvent faire tourner eux-mêmes l'entreprise, mais leur action revendicative gêne les sociétés utilisatri-



ces ; ils démontrent ainsi la nécessité de leur travail. La grève avec occupation a démarré le 6 mars. Actuellement, l'ascenseur est bloqué : la direction refuse toute discussion.

Dans ces deux entreprises, pratiquement non touchées par la crise, on assiste à un « chantage à la conjoncture » de la part des directions pour diminuer le pouvoir d'achat des ouvriers, ralentir les réalisations sociales. A Kléber Colombes, comme à Ascinter Otis. Les travailleurs réclament la garantie de leur pouvoir d'achat par un rattrapage des salaires de 16 %, la mensualisation, le retour aux 40 heures compensées par le paiement des 2 h 50 de réduction d'horaire sans perte de salaire, la garantie de l'emploi, la retraite à 60 ans et enfin une amélioration des conditions de travail et de sécurité.

Le travail a repris à Kléber mais la grève continue chez Otis.

F. CLAIRE ■



Les paysannes aussi...

Année des femmes ! Les radios, la télé, les journaux déversent quotidiennement leur dose de déclarations démagogiques et infantiles sur notre sexe. Fini le « Sexe Faible » ! Ce qualificatif surané a toujours fait sourire les paysannes qui, à travers leur rôle d'épouses, de maîtresses de maison, d'associées de travail mènent une vie rude qui n'a rien à « envier » à celle des hommes.

La condition des femmes des campagnes a changé, certes : des améliorations matérielles ont transformé leurs conditions de vie (mécanisation d'une partie du travail domestique, etc...) mais leur isolement s'est accru et, pour beaucoup, cela est devenu intolérable.

Les formes de vie communautaire qui compensaient l'oppression encore plus lourde des femmes dans les campagnes, avant la pénétration en force du capitalisme, n'existent même plus : plus de lavoirs collectifs, plus de travaux saisonniers par lesquels les femmes se retrouvaient entre elles et discutaient de leurs problèmes. Aujourd'hui, beaucoup de femmes, surtout les jeunes, préfèrent fuir le village et aller à la ville... où elles trouvent une autre exploitation, celle de l'atelier ou de l'usine, un autre isolement, celui des HLM !

Pourtant, de plus en plus, les femmes des campagnes s'engagent dans une autre voie que celle de la fuite en avant. Déjà les Vendéennes, les Bretonnes, aux côtés des Paysans-travailleurs, ont exprimé leurs revendications ; mais désormais, avec les manifestations des viticultrices du Var, du Vaucluse, à Brignoles, en Avignon, ce sont les femmes des secteurs paupérisés de la paysannerie qui entrent dans la lutte.

Elles qui sont en contact direct avec la dégradation constante du pouvoir d'achat, du fait de leur rôle gestionnaire au sein de la cellule familiale, elles ont dit bien haut que, comme les ouvrières, elles lutteront pour la défense de leur pouvoir d'achat. Dans ces régions déshéritées, les équipements sociaux n'existent même pas, contrairement aux régions « modernisées »...

Contre une politique qui vise délibérément à encourager les départs en sabotant systématiquement l'implantation d'une infrastructure minimale (école, santé, transports, services sociaux, etc...), les femmes ont affirmé leur droit à une vie sociale réelle, où elles n'ont pas à choisir entre l'enfermement domestique avec toutes ses servitudes (garde des enfants, aide au mari, etc...) et le départ à l'usine.

Ainsi, aujourd'hui, même les femmes qui sont parmi les plus opprimées brisent leur isolement pour lutter ensemble ; et cela, non plus à la remorque des maris, dans des syndicats où leur participation consistait souvent à apporter les paniers pour les pique-niques...

Maguy GUILLEN ■

critique socialiste

Le numéro 20-21, janvier-février 1975, de **Critique Socialiste**, revue théorique du PSU est toujours en vente.

Au sommaire :

— Programme de crise et programme socialiste ; Pierre Naville

— Au XX^e Congrès du PCF : raidissement tactique ; Victor Fay

— Intervention d'ouverture aux journées nationales de Rennes.

— Plate-forme des Paysans-travailleurs

— Du producteur au consommateur, par V. Jean

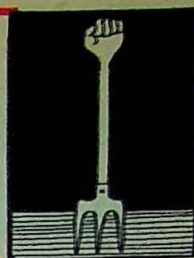
— Famille et sexualité dans le monde rural — Maguy Guillien

Le numéro double : 12 F
Abonnement : France : 50 F pour 6 numéros — Etranger : 70 F. Plus supplément : France 70 F Etranger : 90 F

Editions Syros : 9, rue Borromée — 75015 Paris
CCP : 19.706-28 Paris

Viticulteurs

les raisons de la colère



Violentes manifestations des viticulteurs le 17 mars, occupation de la cathédrale de Montpellier pendant une dizaine de jours. 40 000 manifestants le 26 mars à Sète et dans les environs. Les viticulteurs sont en colère. C'est l'importation des vins d'Italie qui a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Dans le même temps les pêcheurs de Sète barraient le port pour protester contre l'importation de sardines elles aussi italiennes. Ainsi paysans et pêcheurs se retrouvent au coude à coude contre l'Italie.



A la cathédrale de Montpellier, les délégations se sont succédées, de l'UDR au PC, pour apporter leur soutien aux viticulteurs. Cette unanimité est rendue possible par les ambiguïtés des positions du comité d'action viticole.

Dans TS du 22 mars, André Abbé rappelait comment les négociants achètent aux viticulteurs et à leurs coopératives les vins de mauvaise qualité à bas prix qu'ils coupent avec des vins importés à fort degré d'alcool. Pendant ce temps le bon vin reste dans les cuves. En septembre, comme il faudra faire de la place pour le vin nouveau, les négociants l'auront à bas prix. De beaux profits pour les uns, la misère pour les autres...

Les viticulteurs du Midi ont connu périodiquement des crises ; les plus marquantes : 1907, 1953. Au delà des raisons conjoncturelles, les causes fondamentales restent. La situation qui est faite aux viticulteurs du Midi est celle qui est faite à la paysannerie dans son ensemble. Les producteurs agricoles sont pris dans un étau entre les firmes industrielles d'amont (matériels, engrais, pesticides) et les firmes d'aval (transformateurs, négociants, grandes surfaces...) qui fixent leurs prix et leurs conditions. Les producteurs, eux, doivent produire toujours plus et à plus bas prix (souvent au détriment de la qualité). S'ils n'en

sont pas capables... ou si le Crédit Agricole ne veut pas prêter, ils doivent partir travailler ailleurs.

Partir, c'est bien ce que semblent chercher les pouvoirs publics. Le Midi, avec son soleil et son relief contrasté, se prête fort bien au tourisme et aux champs de manœuvres militaires...

Face à cela les militants paysans réclament le droit de vivre et travailler au pays, d'exercer leur métier et d'obtenir un salaire garanti. C'était le sens du tract distribué par nos camarades à la manifestation de Sète. En réclamant un prix garanti pour une quantité fixée (quantum) de production, en réclamant le contrôle de l'affectation des terres, en combattant les négociants qui monopolisent le marché (sait-on que Préfontaine, Kiravi, Damoy, Prémior sont des marques de vin différentes qui cachent le même trust), les paysans luttent pour une autre société.

« Nous avertissons solennellement les pouvoirs publics qu'un homme qui se noie se débat » disait un leader des viticulteurs à Sète. Malheureusement il se débat de manière désordonnée faute d'identifier clairement ceux qui lui ont mis la tête dans l'eau. Aussi la responsabilité des militants révolutionnaires est grande. Ils doivent aider à opérer les clarifications nécessaires.

A. GRANIT ■

P.S.U. - Documentation

Vient de paraître

N° 75.76.77 Le P.S.U. dossier d'accueil F. 4.00

N° 78.79 Sur la question agraire F. 3.00

Numéros disponibles :

N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse 2.00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes 2.00
N° 26 Rosa Luxembourg 1.00
N° 27 - 28 La crise du système monétaire international 2.00
N° 42.43.44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université 3.00
N° 45 La lutte des femmes dans l'habillement et le textile 1.50
N° 51 Le recrutement 1.00

N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'école 3.00
N° 62.63.64 Le Capitalisme et la Fiscalité 4.00
N° 67.68.69 Capitalisme et Consommation 4.00
N° 70.71.72 coopération du néo-colonialisme 4.00
N° 73.74 animation de la réunion de section 3.00
Abonnement : 20 N° F 30.00
A adresser à :
Editions Syros
9, Rue Borromée. 75015 Paris
C.C.P. 19 706 28 Paris

10 000 à Erdeven

A propos du livre
« alternative au
nucléaire »

une politique mise a nu

La bataille contre les centrales nucléaires est lancée. La plupart des raisons de combattre le choix fait par le pouvoir commencent à être connues (Cf. TS n° 649 p. 4 et TS n° 650 p. 6). Ces raisons ont été étudiées dans le livre que viennent de publier les Editions universitaires de Grenoble : « Alternatives au nucléaire » (95 pages, 15 F - en vente à la librairie de TS).

Ce rapport est le produit d'une équipe de chercheurs de l'institut de l'énergie de Grenoble. Sa valeur réside dans le fait qu'il démonte méthodiquement tous les arguments avancés par le gouvernement, l'EDF et le CEA pour prouver que l'énergie nucléaire serait un choix d'avenir.

Le livre critique tout d'abord les méthodes d'évaluation de la demande d'énergie. Il arrive sur ce point à la conclusion suivante : « En mettant en œuvre son programme d'équipement, le producteur d'électricité (EDF) à quelques nuances près, assure la correspondance entre prévision et réalisation. On baptise demande d'électricité la loi de la croissance qu'il nous impose... L'objectif à long terme est de faire consommer au Français moyen autant d'énergie qu'en consomme son homologue américain ». Ce premier constat ouvre, on le voit, tout le débat sur la finalité de la croissance dans notre société. Les chercheurs de l'IEJE ne l'ont pas ouvert. Leur enquête visait à un autre objectif : montrer la faiblesse des arguments de l'adversaire.

Ils se sont donc attachés à prouver que l'argument de la rentabilité du nucléaire par rapport au pétrole est faux. Faux parce que les calculs d'EDF n'incluent pas plusieurs coûts d'investissement, pas plus que le coût du démantèlement et de l'enterrement des centrales après vingt ans de fonctionnement. Pas plus qu'ils n'incluent le coût social que le développement de l'énergie nucléaire ferait supporter à la collectivité : effluents gazeux, pollution des eaux, stockage des déchets, immobilisation de sites (20 000 km de ligne de haute tension, 40 000 pylones de 40 à 50 m de

Le choix de combattre le programme nucléaire ne procède pas d'une nostalgie passéiste aboutissant à contester le nucléaire en tant que tel. Pour un parti autogestionnaire comme le nôtre, ce choix vise à faire prendre en charge par la population elle-même un problème fondamental qui engage largement son avenir, alors qu'on voudrait lui imposer sans débat des options dangereuses et quasiment irrémédiables.

haut), risques d'accidents nucléaires (20 centrales nucléaires américaines de même type que celles que veut installer l'EDF ont été arrêtées en septembre 1974 à causes des fissures observées dans le circuit de refroidissement d'une centrale de ce type). Les risques du nucléaire sont donc pour l'IEJE différents et mille fois plus dangereux que les autres risques industriels, malgré tous les calculs sur l'improbabilité des accidents. De plus la commercialisation les aggraverait.

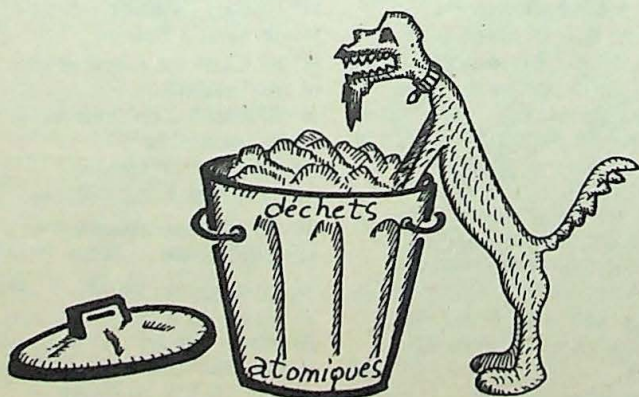
Le nucléaire est donc montré comme une source d'énergie plus dangereuse, plus coûteuse, moins économique que toutes les autres.

Or, pour l'IEJE, ce choix a été fait sans discussion, sans information du public, sans contrôle technique préalable réel. Il a été fait au nom d'intérêts tout puissants : ceux de Westinghouse, CGE et EDF. « En choisissant de développer massivement le nucléaire, nous choisissons de nous placer dans une situation de dépendance vis-à-vis des constructeurs américains ».

Au total, ce livre explique bien toutes les raisons de lutter contre les centrales nucléaires, tous les enjeux du rassemblement anti-nucléaire des 26 et 27 avril. Il propose aussi les solutions de remplacement, en montrant qu'il s'agit bien d'un choix politique, d'un choix de société. Selon les chercheurs de l'IEJE, les choix énergétiques doivent répondre à quatre critères : les sources d'énergie doivent être sûres, renouvelables, nationales et décentralisées ; elles doivent être diversifiées (rôle de l'énergie solaire, géothermique) ; les coûts sociaux doivent intervenir dans le choix, et enfin, on doit réaliser une péréquation entre leurs prix respectifs.

Voilà des chercheurs qui ne se contentent pas d'obéir aux lois du marché, ni de se mettre au service du capital. Leur livre est à lire impérativement, même si certaines argumentations restent limitées au strict objet de leur étude scientifique. Ils ouvrent une brèche de taille.

Y. SPARFEL ■



la campagne

Il ne procède pas non plus d'un alignement inconditionnel sur les groupes écologiques, fussent-ils aussi auto-gestionnaires. Ni goût du spectaculaire, ni désir d'être dans le vent, ni volonté récupératrice.

Nous aurions pu comme tant d'autres l'heure où « ça paie », donner un panorama horrifique des dangers du nucléaire. Outre que nous avons exposé en son temps l'ensemble des interrogations que soulevait le pro-



Le pouvoir et les hauts responsables de l'EDF n'ont pas renoncé à vou-

loir infliger au littoral breton leurs centrales nucléaires : toujours la même propagande à sens unique et qui ne lésine pas sur les moyens : ainsi des élus municipaux du pays bigouden et du Cap ont été invités à Chinon pour visiter la centrale du coin : certains semblent en être revenus quelque peu « retournés », sortis non radioactifs de la centrale, ils se sont sentis rassurés : c'est conclure bien vite et légèrement.

Cependant, chez tous ceux qui dans notre région s'opposent depuis quelques mois aux implantations nucléaires, les conclusions et les positions restent toujours aussi fermes : c'est que ces conclusions, quoi qu'en ait pu dire avec frivolité le Docteur Bérard, conseiller général, maire de Pont-l'Abbé, s'appuient sur une information autrement sérieuse et convaincante ; c'est que ces positions ne cessent de recevoir des renforts puissants sinon décisifs : ainsi par exemple l'appel des 400 savants français (dont ceux du laboratoire de physique corpusculaire du Collège de France, véritable sanctuaire du nucléaire) : « Nous appelons la population à refuser l'installation des centrales nucléaires ».

Bretagne : un littoral radio-actif ?

Aussi la lutte contre celles-ci ne s'est pas le moins ramentent ralentie dans le Sud-Ouest de la Finistère. Les C.R.I.N. de Plonéour, Guilvinec, Pont-l'Abbé, Audierne, Plogoff continuent leur campagne. Un C.R.I.N. s'est créé à Quimper et une réunion publique le 4 mars a rassemblé 500 à 600 personnes.

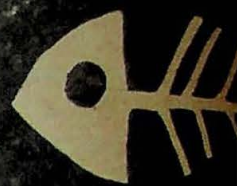
Le PSU n'est pas resté non plus inactif. Des camarades militent dans les C.R.I.N. : nous avons par ailleurs distribué plusieurs milliers de tracts et collé plusieurs centaines d'affiches dans la Bigoudenie et le Cap : de plus le bureau fédéral du Finistère a pris l'initiative de réunir au niveau départemental les organisations politiques, syndicales, populaires, écologiques, culturelles... afin d'organiser une campagne commune qui donnerait à l'action une ampleur et une efficacité accrues (...).

Nous devons regretter l'absence d'organisations de gauche comme

le PS, le PCF, la CGT et la CFDT : il est vrai que, par une sorte de culte fétichiste de la science, considérée par définition comme progressiste, certains semblent avoir du mal à admettre la nocivité et les dangers des centrales nucléaires ; il est vrai que les problèmes posés par celles-ci s'inscrivent mal dans le jeu politique habituel : la gauche traditionnelle n'en est pas encore arrivée à certaines mises en question nécessaires, en particulier de la croissance, encore moins sans doute à l'idée qu'une politique énergétique conditionne les orientations générales d'une société et que, précisément, le choix du nucléaire, par la concentration de la puissance technique et économique qu'il entraîne, ne peut que favoriser la concentration de pouvoirs politiques exorbitants et un processus de totalitarisation des nations (...).

« Combat Socialiste » - 23 mars ■

SAUVONS



NO

A LA CE

NUCL

anti-nucléaire

15 000
à Why!

Champagne : un simulacre d'information

Le PSU soutiendra son action. Mais la dénonciation du nucléaire ne doit pas se limiter aux aspects techniques, si importants soient-ils.

Il faut dénoncer la politique du pouvoir dictée par les grandes sociétés capitalistes et par la volonté de conserver et de renforcer un pouvoir autoritaire et centralisé.

La lutte contre l'énergie est partie intégrante de la lutte pour le pouvoir des travailleurs, pour le socialisme autogestionnaire.

« Le Réveil Socialiste de la Haute-Marne », mars 1975 ■

en particulier la grande manifestation parisienne doivent non seulement apporter la preuve que le PSU est capable de se mobiliser, mais aussi que c'est au service d'une cause d'intérêt général que ce parti agit.

Alors, si chaque centrale connaît son Larzac, la bataille du nucléaire sera gagnée, et le programme militaro-policiier qui lui emboîte le pas sera bloqué. ■

la SAFER Dordogne-Gironde, aux mains des patrons agricoles, qui s'est engagée par convention à mettre cette surface à la disposition d'EDF. C'est une partie de notre outil de travail qui disparaît et c'est notre cadre de vie qui est profondément bouleversé.

Ce choix d'augmenter considérablement, et coûte que coûte, la production d'énergie entraînera le développement privilégié de l'industrie grosse consommatrice, accentuant ainsi la récession du secteur agricole. Les emplois agricoles vont donc encore diminuer et obliger grand nombre d'entre nous à effectuer une mutation professionnelle et à émigrer vers les villes.

L'agriculture qui pourra survivre sera une agriculture industrialisée dans laquelle les conditions de travail des salariés agricoles se seront particulièrement aggravées (parcellisation des tâches...). Les petits exploitants agricoles, quant à eux, seront progressivement prolétariés car ils ne pourront pas assumer les inves-

Un (ou deux) sites ont été choisis par EDF pour installer des centrales nucléaires (entre Vitry et Châlons, à Couvrot et Ome). Le choix a été entériné par le Conseil régional après un simulacre d'information et par une majorité à la botte du pouvoir.

Sur le plan régional comme sur le plan national, tout débat a donc été escamoté. Mais les réactions ont été très vives. Un comité anti-nucléaire champenois s'est immédiatement constitué à Vitry et a mené une vigoureuse campagne de protestations. Un groupe anti-nucléaire, en liaison avec le comité de Vitry, vient de se former à Saint-Dizier.

des scientifiques du CNRS pour un «moratoire nucléaire»

Le gouvernement français a décidé un programme de production massive d'électricité d'origine nucléaire. Ce programme, que l'on tente de justifier par la « crise de l'énergie » liée au relèvement des prix pétroliers, résulte en fait de la volonté de quelques grands secteurs capitalistes français de se renforcer, notamment sur le marché international. En effet, après l'échec d'une politique de développement économique autonome basée sur des procédés ou des productions françaises (SECAM, Concorde, filière nucléaire graphite-gaz etc...) l'industrie française a été amenée, dans certains secteurs, à jouer le rôle de sous-traitant de l'impérialisme le plus puissant c'est-à-dire des Etats-Unis.

C'est dans ce contexte que doit être apprécié le programme électronucléaire français dont les étapes principales ont été les suivantes :

- le choix, dès 1969, des filières américaines (principalement Westinghouse) au détriment de la filière française (graphite-gaz) ;
- la décision, prise en 1973, de la mise en route d'un programme de construction massive de centrales nucléaires.

Il ne s'agit donc pas, contrairement à ce qu'essaie de faire croire la propagande officielle, d'une décision à caractère conjoncturel. L'ensemble de ces dispositions, dictées par des choix politiques et non techniques, ne peut pas, aux yeux du gouvernement, faire l'objet d'un débat réel au sein de la population. Celle-ci est, par contre, l'objet d'une intense campagne d'intoxication organisée par l'E.D.F. entreprise nationalisée, qui joue, à cette occasion, le rôle de paravent des grandes entreprises capitalistes engagées dans le projet.

Et cependant un débat réel serait bien nécessaire car l'option prise a des conséquences à très long terme (...).

● Les dangers de contamination radioactive concernent toute la population. Cependant, ils seront particulièrement graves pour les travailleurs plus directement concernés (mines, usines de retraitement etc...).

● Dans les premières années, le projet E.D.F. consommera plus d'énergie qu'il n'en produira (...).

C'est pour toutes ces raisons que la section nationale SGEN - CFDT du CNRS condamne l'ensemble de cette politique. Elle exige, dans l'immédiat, l'arrêt du programme E.D.F. d'implantation massive de centrales nucléaires et demande un moratoire de plusieurs années.

● Contrairement à ce qu'affirme l'E.D.F. de graves problèmes techniques ne sont pas résolus (...).

SGEN - CFDT - CNRS - 5, rue des Feuillantines - 75005 - PARIS ■



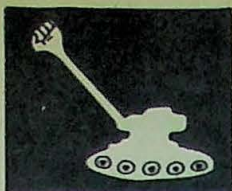
Gironde : les paysans d'abord

L'union des syndicats agricoles de la Gironde (FGA-CFDT) ne veut pas rester en arrière de la lutte antinucléaire. Directement concernés comme tant d'autres agriculteurs, pêcheurs, mareyeurs, ostréiculteurs, et toutes autres professions, menacés par la nucléarisation sauvage, les travailleurs entendent prendre une position extrêmement ferme sur la construction de la centrale nucléaire de Braud Saint-Louis.

L'implantation de cette centrale nous concerne directement en tant que travailleurs agricoles. Il s'agit d'une agression contre le milieu agricole et rural : 250 ha de terres seront amputés à l'agriculture avant la fin de l'année. C'est tissements que supposent les

plans de développement ou de reconversion agricoles que les technocrates de l'agriculture veulent mettre en place pour essayer de pallier aux méfaits de l'implantation de la centrale.

Les petits paysans ne pourront pas non plus maîtriser les exigences techniques qui découlent des productions spécialisées, que l'on veut imposer dans le secteur de la Centrale, car leur formation professionnelle n'a pas été assurée. C'est donc une nouvelle vague de paysans devenus ouvriers sans tradition de lutte qui va venir grossir les rangs du prolétariat et permettre aux patrons agricoles de faire pression pour faire échouer nos revendications (...).



armée

Les soldats français luttent pour l'obtention des droits démocratiques et pour un syndicat des appelés et des engagés.

Dans ce domaine, les jeunes soldats de certains pays sont très en avance. Les appelés hollandais ont créé leur propre syndicat, il y a déjà neuf ans. Leur expérience est considérable. Deux membres du syndicat, le VVDM nous en parlent.

TS : Comment est né le VVDM

Le VVDM est né en 1966 dans un climat d'instabilité politique. La coalition gouvernementale socialistes-chrétiens démocrates venait d'être renversée. Les étudiants commençaient à se révolter et la première grande grève ouvrière éclatait. De leur côté, les soldats se sentaient fortement défavorisés par rapport aux jeunes de leur âge. Les conditions de vie étaient très pénibles dans les casernes. A cette époque le VVDM se battait pour améliorer la condition militaire, mais ne remettait en question ni l'existence, ni la discipline de l'armée. Aussi, le gouvernement se montrait-il bienveillant.

TS : A partir de quel moment le VVDM s'est-il radicalisé ?

Très vite le VVDM est devenu important. Aujourd'hui par exemple, nous comptons 30 000 membres, c'est à dire 70 % de tous les appelés. Il s'instaura alors des rencontres régulières entre le ministère de la défense, l'état major et le VVDM. En 1968, le VVDM fut reconnu par la Reine et obtint du ministère un certain nombre de facilités.

Mais bientôt les comités recommencèrent à se radicaliser dans les casernes. Et, en 1971, lors de la réunion générale des adhérents, le VVDM décida de les laisser agir de façon autonome. Les soldats devenaient plus conscients de leur pouvoir. Quand après une délibération avec le Ministère on n'obtenait pas des résultats suffisants, les soldats décidaient de faire des actions (pétitions, « sit-down » manifestations, grèves). Le VVDM n'était plus un petit club sage, mais un syndicat crédible.

TS : Quels sont les résultats que vous avez obtenus ?

Ils sont nombreux et il est difficile de tous vous les énumérer. Toutes nos revendications ont été obtenues après des luttes. Par exemple, l'abolition du salut militaire ; pour ridiculiser le salut, les appelés saluaient tout le monde. Cette action fut largement suivie dans tout le Pays. Aussi eut-elle un succès énorme. Le salut militaire fut aboli. Nous avons obtenu aussi la permission de porter les cheveux longs, les jours de congés (20 par an), le droit de punir

des commandants, la solde portée au niveau du salaire minimum, le réveil libre... Enfin, nous nous battons pour obtenir la compensation des jours de garde le week-end. Une pétition a rassemblé 25 000 signatures l'année dernière à Utrecht, et 8 000 soldats ont manifesté.

TS : Quels sont vos objectifs à l'heure actuelle ?

Il se résument en trois points : la gestion des intérêts des appelés, la démocratisation de l'armée et aussi de la société. D'autre part, nous avons un certain nombre de revendications en ce qui concerne la vie dans la caserne, la durée du service (16 mois en ce moment)...

TS : Comment réagit le Ministère de la Défense à la radicalisation du VVDM ?

Le Ministère n'accepte plus notre organisation comme au début. Nous subissons une forte répression et des camarades sont en prison. D'autre part, le Ministère a essayé de créer un autre syndicat, mais ce fut un échec complet, grâce au maintien de l'unité de tous les soldats. Il existe certes un syndicat de droite, le AVNM, qui regroupe 2 000 membres. Etant donné leur faible nombre, ils n'ont pas la possibilité de participer aux négociations avec le Ministère.

TS : Comment fonctionne le VVDM ?

Nous avons trois principes : l'autonomie des comités dans les casernes ; le droit à une analyse personnelle ou locale de la situation ; l'indépendance par rapport aux syndicats ouvriers et aux partis politiques.

Il n'y a pas en Hollande des syndicats de gauche, comme en France, et les syndicats hollandais refusent de travailler avec nous par crainte de nos positions radicales.

Au niveau national il y a un bureau de sept personnes dispensées du service militaire et qui peuvent donc employer tout leur temps à leur tâche syndicale. Ce sont des appelés qui occupent cette fonction pendant une brève période de six à neuf mois. Ils sont appuyés par un bureau syndical central composé de volontaires ayant accompli leur service militaire. Mais ils ne peuvent avoir quitté le service depuis plus de deux ans, ceci pour ne pas perdre le contact avec la base. Leur tâche est surtout de garantir la continuité des lignes directrices du VVDM. Les décisions importantes sont prises par les délégués des sections des casernes lors des réunions centrales.

TS : Comment le VVDM est-il organisé à la caserne ?

Le travail dans la caserne s'organise autour des camarades du VVDM que nous désignons par « camarades de contact ».

TS : Pourquoi ce camarade intermédiaire ?

Parce qu'il est nécessaire que le VVDM soit représenté à la base. Il décide, avec ses camarades intermédiaires des autres compagnies,

des soldats syndiqués aux Pays-Bas

des solutions à proposer. L'intermédiaire représente et défend les intérêts de sa compagnie. Ses tâches sont nombreuses : il aide le soldat en cas de requête, de plainte, de pétition, il distribue le journal, il recrute, il entretient les contacts avec les commandants. Il met en œuvre les actions locales ou nationales dans la compagnie. Il doit aussi, à un niveau supérieur, organiser les rencontres avec les autres intermédiaires, afin de faciliter la coordination.



TS : Pouvez vous nous donner un exemple concret d'une lutte dans une caserne ?

Dans la caserne où je viens de faire mon service militaire, on se plaignait depuis longtemps de la qualité des repas. Souvent les soldats nous demandaient, au cours des discussions dans les chambrées, de faire quelque chose. Les camarades intermédiaires ont alors décidé de passer à l'attaque. Nous sommes allés voir les camarades dans leur chambrée, presque chaque jour, pendant trois semaines. Cette visite se composait de trois phases. Dans la première phase, on s'informait des plaintes des soldats et des actions suggérées par eux. Après avoir sélectionné les suggestions, on allait consulter de nouveau les camarades pour qu'ils approuvent notre stratégie et l'amendent éventuellement. La troisième phase consistait en l'annonce de l'action. La date était secrète jusqu'au jour même, ceci afin d'éviter d'éventuelles mesures répressives. Le jour de l'action on distribuait un tract contenant l'annonce de l'action et un appel à tous. On a refusé les repas et on a fait un sit-down de trois cents soldats dans le réfectoire.

TS : N'avez-vous pas peur d'être isolés ?

Notre radicalisation n'est pas tombée du ciel. Ce n'est pas non plus une suite d'actions extrémistes dans notre mouvement. Elle provient du travail intensif des camarades intermédiaires à la base dans les casernes.

Propos recueillis par Martin TOUAN ■





la mort d'un « lâche »

□ Lundi 17 mars, vers midi, un jeune appelé du 110° R.I. (2ème section, 6ème compagnie) de Donaueschingen s'est suicidé en se mettant un sac de plastique sur la tête. Il s'appelait Bruno Gillet et n'avait pas encore 21 ans...

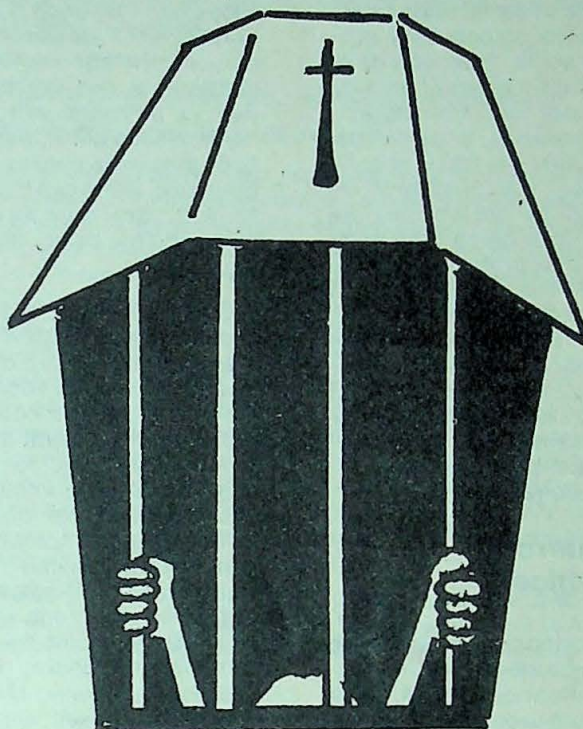
Pourquoi en est-il arrivé là ? Bien entendu, les circonstances et les mobiles exacts de son acte ne sont pas encore connus (et les gradés ne sont pas pressés d'en faire état !) ; mais un certain nombre de faits donnent à réfléchir...

Incorporé avec la 74/10 dans une section de combat, Gillet était de santé fragile. C'est lors des manœuvres de Valdahon (novembre 1974) qu'il aurait contracté une trachéite que les gradés avaient mis près d'un mois à se décider à soigner.

Admis à l'hôpital pendant plus d'un mois, il avait ensuite bénéficié d'une convalescence chez lui, puis il était reparti en détente. En fait il avait quitté le 110° R.I. pendant plus de deux mois et espérait être muté ailleurs. Muté dans une section commandement, il avait été affecté à l'armurerie où il se sentait très seul comme il l'avait dit à ses camarades. Il ne pouvait plus supporter d'être enfermé dans deux pièces avec des barreaux aux fenêtres, une véritable prison dont il ne pouvait guère sortir (car « service oblige »).

Deux jours avant de se suicider, il avait été voir le capitaine Guillaume, commandant la 6ème compagnie, pour lui demander une autre affectation. Celui-ci lui a donné des bonnes paroles et la vague pro-

même en temps
de paix
l'armée tue...



messe de lui accorder un troisième soldat pour qu'à l'armurerie il puisse sortir souvent. Gillet a su peu après qu'en fait, il y avait des mois qu'on promettait ça à l'autre armurier !

L'attitude des gradés a été ignoble. Les exemples abondent... Le sergent Martin (1ère section) a demandé, alors qu'une collecte était organisée, si c'était pour acheter un sac en plastique pour lui mettre sur la tête... La plupart des gradés ont dit que Bruno était un « con », un « lâche », etc...

Seuls les gradés du niveau lieutenant ont essayé d'avoir une « attitude décente »... Les ricanements, les rires gras et la bêtise pour les petits cadres ; l'hypocrisie de pure forme, et encore, pour le reste !

Les soldats de sa section ont vite compris quels étaient les responsables : les gradés de la 6ème compagnie et l'atmosphère du 110° R.I. Une fois de plus, un régiment disciplinaire a tué un jeune de 20 ans ! Et qu'on ne vienne pas nous dire que Bruno avait des problèmes personnels ! Ici, un appelé est traité comme un chien, les brimades sont courantes, les permissions exceptionnelles...

Et même s'il avait, comme de très nombreux jeunes qui sont enfermés pendant des mois sans voir leurs familles ou leurs fiancées, des problèmes, c'est l'armée qui a une très lourde part de responsabilité dans sa mort !

Comité de Soldats du 11° R.F.
de Donaueschingen ■

Notre camarade Bernard Rémy, emprisonné à Gradignan pour refus d'obéissance malgré un état de santé déficient, pour suit dans TS l'exploration des terrains hors la loi que l'armée occupe. Après la justice militaire, la médecine militaire.

une lettre de Bernard Rémy sur la santé à l'armée :

une médecine politique et policière

□ Contrairement aux lois de la médecine civile, à l'armée on ne peut choisir son médecin, et celui-ci adopte vis-à-vis de la maladie une attitude de suspicion ; il participe à une police des maladies, il travaille sur un corps déjà sélectionné en fonction du modèle réglementaire, et donc en fonction des besoins de l'armée.

Je parlerai ici de ma propre expérience. Le médecin-capitaine Legonidec, de la base aérienne de Rochefort, avait joint à la pièce administrative me permettant d'être admis à l'hôpital des armées de Rochefort une lettre « privée » au médecin responsable de la réforme. Il lui exposait mon action politique et les exigences de ma profession d'enseignant, beaucoup moins la ma-

ladie elle-même. En trois jours, le docteur Boisselier me refuse trois fois l'admission. Position morale ? Un médecin soigne et ne fournit pas de passe-droit inégalitaire. Il fallut l'intervention de deux médecins-chefs colonels pour qu'il m'accepte enfin. Mais la « morale » cache ici autre chose : face à votre politique, l'armée joue la maladie des autres, mais face à votre maladie, elle joue sa politique.

En effet, au terme de huit jours d'hospitalisation avec prise de sang, analyse d'urine, radio, urographie intra-veineuse, le docteur Boisselier énonce deux conclusions : « collibacillose avec risque de poussée infectieuse et aptitude au service ».

Je lui demande une thérapeutique, il me répond : « On m'a uniquement demandé si vous étiez apte au service. Et puis, il y a des médecins sur la base ». Il donne donc un diagnostic sans soins, ni remèdes. La caractérisation de la maladie est comme une note administrative, un acte de pouvoir, orienté par les besoins de l'armée. Voilà la politique du médecin militaire : son objet n'est pas d'abord la guérison d'une maladie — mais sa possibilité de coexistence avec les exigences militaires.

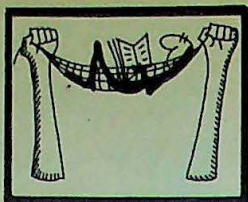
Son vrai diagnostic est le suivant : votre maladie n'est pas un obstacle au bon fonctionnement de l'institution militaire, ce qui se passe en votre corps ne vous em-

pêche pas de correspondre au modèle réglementaire. Ce n'est pas par rapport à la maladie que le médecin se situe essentiellement, mais par rapport à la relation maladie/armée. Il y a donc classification des maladies en deux : celles qui sont aptes à la caserne, et celles qui sont inaptes. Bien sûr, ça ne marche pas toujours : il y a des médecins militaires qui naviguent. C'est ce que me disait le médecin-chef colonel Galbau à la base aérienne de Rochefort : « L'infirmerie, c'est un lieu de refuge, un peu comme les églises au moyen-âge ». Mais alors, justement, de quoi doit-on se protéger, que fuit-on et qui pourchasse ?

Bernard REMY,
emprisonné à Gradignan ■

● Une brochure reprenant un long texte de Bernard REMY est en préparation. Son impression coûte cher. Adressez vos dons à : Philippe Ivernel CCP 12 453 78 - Paris.


● Ecrivez à Bernard Rémy, ça aide : N° 887, Maison d'Arrêt de Bordeaux, 17, rue du Chouiney 33170 - GRADIGNAN



Cadre de vie

Près de Lille :

des locataires bloquent leurs loyers à la caisse d'épargne

 Villeneuve d'Ascq. A l'Est de Lille, une ville nouvelle mange la campagne. Dans ce monde d'autoroutes, d'échangeurs et de tours, de macadam et de béton, une grève des loyers dure depuis deux mois dans un groupe d'immeubles couleur vanille et café au lait, rue du Terroir, dans le quartier du Triolo.

Les premiers locataires sont entrés en mars 1974. Comme presque toujours dans les H.L.M., les premiers arrivants sont accueillis comme il se doit : fuites, chauffage défectueux, boue autour des immeubles, pas de bus (il y en a un depuis qui va de Lille à la Cité scientifique, mais il faut l'attendre longtemps en période de vacances universitaires) et pas de crèche (la mairie propose une garderie à la charge des directeurs d'école).

La plupart des occupants sont jeunes. Ils réagissent collectivement, créent une association en juin, se fédèrent aux A.P.F. et établissent un cahier de revendications.

les pépins financiers

Jusqu'ici, c'est le scénario classique. Mais voilà qu'en décembre dernier, les loyers augmentent de 10 % et les charges de 50 % (réparties il est vrai sur 8 mois au lieu de 12). Colère des locataires. Le 10 février, ils se réunissent en assemblée générale et votent la grève totale des loyers et charges. Ainsi, sur 235 logements habités, 77 locataires n'ont pas payé à l'Office l'échéance de février et — en mars — ils étaient plus de 100 à bloquer leur loyer. Mais cet argent, ils ne le gardent pas chez eux. Ils le versent à l'Association Populaire Familiale qui le place sur un compte à la caisse d'épargne. Jusqu'ici, 25 000 F sont ainsi « gelés ».

Cela donne à l'association une position solide face à l'Office. De plus, cela permet aux militants de discuter avec ceux qui voudraient cesser la grève. Enfin, on se prémunit contre les pépins financiers que connaîtraient des familles modestes, tentées d'utiliser l'argent pour boucler des fins de mois difficiles. Elles risquent en effet la visite de l'huissier en fin de grève, quand il faudra payer plusieurs termes d'un seul coup.

Il faut être bien organisé pour procéder de la sorte. Mais le comité de grève compte une quarantaine d'actifs, avec des délégués par entrée et un comité de presse. Ils ont tenu trois assemblées générales et, entre temps, ont fait circuler des tracts et collé des affiches. Les dirigeants de l'association ne veulent pas cependant abuser de parlotte et de papier norci pour ne pas émusser l'intérêt des grévistes. Il est vrai qu'une grève des loyers ne ressemble pas à celle d'une usine. D'abord, on continue à gagner sa croûte. Et puis il y a un temps fort : la période qui précède l'échéance. Entre temps, il n'y a du neuf qu'en cas de négociation ou de répression.

la banqueroute pour l'Office

Alors, portons-nous de l'autre côté de la barrière. Ces immeubles dépendent des H.L.M. de la Communauté urbaine de Lille, laquelle est présidée par Pierre Mauroy, le lieutenant de Mitterrand. Que disent les dirigeants de l'Office ? Que les loyers ne couvrent même pas les remboursements des prêts engagés, que — pris à la gorge comme ils le sont — ils pourront se déclarer en banqueroute dans dix ans, que cette grève ne fait que hâter leur mort, etc...

A quoi les grévistes rétorquent que bien des gens ont hésité à faire grève contre un Office qui se dit socialiste, que la gestion de l'Office regarde l'Office, mais que celui-ci pratique une politique voulue par le gouvernement, que demander des loyers modérés au départ, pour remplir les immeubles, et les augmenter par la suite sont des procédés de promoteurs privés.

Les locataires en grève revendiquent donc la suppression des hausses de décembre des loyers et des charges, pas de hausses en 1975, la réalisation des équipements, la suppression des vices de construction et l'application du contrat de chauffe sur l'interruption et l'insuffisance du chauffage. Ils attendent des gérants qu'ils se situent par rapport à une politique gouvernementale visant à étouffer la construction sociale.

Dans cette perspective, la grève d'un bloc d'immeubles ne

suffit pas. C'est pourquoi les grévistes ont demandé à la fédération des A.P.F. de populariser leur mouvement par des tracts, des pétitions et des grèves de soutien. La meilleure action, disent-ils, serait une grève tournante. On tient plusieurs années sans être poursuivi. Dans ces H.L.M. en effet, il faut trois mois de quittances non payées pour risquer des poursuites.

Côté politique, la cellule du P.C. soutient les objectifs de la grève, mais pas les formes de l'action. Quant à la section socialiste, elle a distribué un tract soutenant les grévistes, dénonçant la politique du gouvernement, rappelant les objectifs du programme commun et appelant à rejoindre le P.S. Il faut dire que cette section, à majorité CERES, a fait liste commune avec le P.C. contre une municipalité de droite. P'tet ben qu'ils croient, comme ça, qu'ils vont obliger Mauroy à prendre une position claire. Mauroy, qui préside le conseil d'administration de l'office.

les sens du poil

Allons : il peut s'en sortir, le Mauroy. Vas-y que je te fasse une déclaration bien sentie sur le méchant gouvernement. Et vous, les locataires, je vous lâche quelques petites concessions pour la forme, je vous caresse dans le sens du poil et maintenant, vous allez être sages, hein ?

Il peut faire ça, Mauroy. Il peut, aussi envoyer les huissiers au bout de trois mois. Mais là, il se donnerait un bien vilain rôle. Mais les locataires n'ont pas l'air d'être des naïfs ou des froussards. Jusqu'à présent, la direction de l'Office a semblé vouloir dialoguer. Un face-à-face entre le directeur, des administrateurs de l'Office et les locataires s'est déroulé le vendredi 7 mars. Auparavant, fin février, les représentants des grévistes avaient dû réclamer des allocations — logement à la caisse d'allocations familiales qui voulait les verser directement aux H.L.M. : accordé pour les trois premiers mois.

Quant à l'issue de leur lutte, elle dépendra en grande partie de l'écho qu'elle aura eu à l'extérieur.

Gérard LEMAHJEU ■

en direct du Triolo :

« la grève c'est

T.S. : Comment vous êtes vous organisés, comment avez-vous popularisé votre action ?

C.G. : De quarante militants APF, nous sommes passés ce mois-ci à cent grévistes. Dans l'action il a été nécessaire de trouver des structures appropriées. D'où la mise en place d'un comité de grève, formé de trois commissions :

— une commission « collecte des loyers » (déposés sur un compte d'épargne au nom de l'association). Les « collecteurs » sont répartis par entrée et à domicile aussi bien pour ramasser l'argent, que pour discuter, informer.

— une commission « relations extérieures » : prises de contacts avec les partis politiques, les organisations syndicales, les autres comités de grève...

— une commission « presse-information-développement du mouvement » : communiqués, conférence de presse, affichage, tracts...

T.S. : Au bout de deux mois, où en êtes-vous ?

C.G. : Tout d'abord, la caisse d'allocation familiales de Roubaix a essayé de saper l'action en réagissant immédiatement par un envoi massif de lettres, nous avertissant de la suppression imminente de l'allocation logement. Une première démarche auprès de la CAF n'a donné aucun résultat ; mais nous avons obtenu un rendez-vous avec son directeur. Cette seconde démarche fut décisive. Devant la détermination des grévistes, venus nombreux, accompagnés d'un journaliste, le directeur de la CAF capitulait : il reconnaissait avoir interprété abusivement les textes légaux, et nous garantissait le versement de l'allocation logement pendant trois mois. Au-delà... force reste à la loi, et le versement se fera directement aux HLM.

Dans le même temps, les HLM réagissaient à notre grève par une lettre à l'APF lui demandant quelles étaient ses propositions pour « gérer la pénurie », et adressaient à chaque gréviste une lettre qui tentait d'expliquer le bien fondé de

La zup de Blois :

Non à l'austérité

Les familles populaires de la ZUP de Blois n'en sont plus au premier coup dur. Après la hausse de 10 % des loyers en janvier, c'est une hausse de 70 % du chauffage (100 % de 73 à 75) qui tombe sur les quittances sans autre justification que le prix du fuel.

La riposte ne s'est pas fait attendre. A l'appel du comité de défense des locataires (Association populaire familiale, amicale Jacques Gabriel, et des inorganisés) deux cent locataires ont envahi la mairie voici quelques semaines. Ils se sont retrouvés deux jours après pour exiger le contrat passé entre la munici-

des loyers, possible »

l'augmentation, et menaçant chacun de nous de mesures coercitives.

En AG, nous avons rencontré le directeur et le vice-président du conseil d'administration de l'OPHLM. Il en ressort qu'en paroles, le directeur de l'Office est d'accord avec l'ensemble de nos revendications. Mais en actes, il est prêt à nous envoyer les huissiers. Il se présente uniquement comme un gestionnaire, n'ayant aucun rôle politique à jouer : entre nous, il est au PS (1). Il réalise l'équilibre de son budget sur le dos des travailleurs. Quant à M. Dassonville, vice-président du CA (au PS lui aussi), il affirme que les 4 000 demandeurs de logements qui attendent sont prêts à prendre un appartement à n'importe quel prix ! (sic). Néanmoins grâce à notre détermination, nous avons obtenu que le CA de l'Office négocie directement avec nous, les grévistes. La grève continue donc.

T.S. : Quelles perspectives avez-vous aujourd'hui ? Comment concevez-vous l'élargissement du mouvement ?

C.G. : Un appel à la grève dans les quatre-vingt-dix APF du Nord a été lancé, accompagné d'un soutien par télégrammes et pétitions. Nous distribuons des tracts sur les marchés et dans les HLM.

Dans le cas où les négociations s'éterniseraient, il est à envisager une grève tournante dans les différents blocs HLM de l'Office, la constitution d'un trésor de guerre négociable représentant trois mois de loyers pour chacun des secteurs concernés, l'auto-réduction des loyers et des charges.

Il s'agit aussi de faire reconnaître le droit syndical du travailleur dans son logement, ce qui implique : droit de grève, droit d'affichage, temps et moyens, contrôle de la politique du logement.

Et si vous voulez vous mettre en grève, un dossier est à votre disposition ! Contacter Charnay Thierry, 5, rue du Terroir C / 34 Villeneuve d'Ascq 59650.

Propos recueillis par B. GRELLE

palité de Blois et la société de chauffage, la CPDT. Devant la détermination des locataires, les deux représentants du maire ont dû rengainer leurs chiffres et donner le contrat.

Mais contrairement à 1971 où — après une baisse arrachée par une action-éclair — les locataires ont vu leur victoire rapidement grignotée, les habitants de la ZUP veulent aller plus loin et imposer leur contrôle sur la fixation du prix. Un contrat, ou plutôt un marché, c'est gros, c'est technique... mais qu'importe, comme l'a dit un locataire : « Nous ne sommes pas plus bêtes que les conseillers municipaux ! » Une assemblée regroupant plus de 300 personnes a discuté et amendé les propositions du comité de défense : blocage du paiement du chauffage, mis sur le compte du comité de défense jusqu'à éclaircissement du contrat, et discussion avec la municipalité ; constitution de groupes de travail ouverts à tous pour l'étude du contrat, pour l'information dans et à l'extérieur du quartier.

Rouen :

les H.L.M. brûlent, Lecanuet chauffe...



Un îlot des H.L.M. a brûlé l'autre dimanche. Pas de blessés, mais vingt familles sinistrées, dont quatre totalement.

L'association des locataires, dans laquelle le P.S.U. milite depuis cinq ans, a fait en sorte que tous les problèmes soient pris en charge par l'ensemble des habitants. Une équipe active a accompagné les sinistrés aux H.L.M., aux bureaux de l'équipement, à l'aide sociale. Elle voulait que tous rencontrent les responsables directs ou indirects de l'incendie, et leurs alliés : ceux qui étaient restés muets aux demandes de l'association pendant cinq ans.

Une manifestation au conseil municipal du lendemain a groupé cent-vingt locataires face à Lecanuet qui a été obligé de faire des promesses — vagues il est vrai — pour éviter l'affrontement direct et violent. Le jeudi, une manifestation des locataires devant les H.L.M. a permis aux délégués d'obtenir satisfaction par engagement écrit sur les quatre points essentiels :

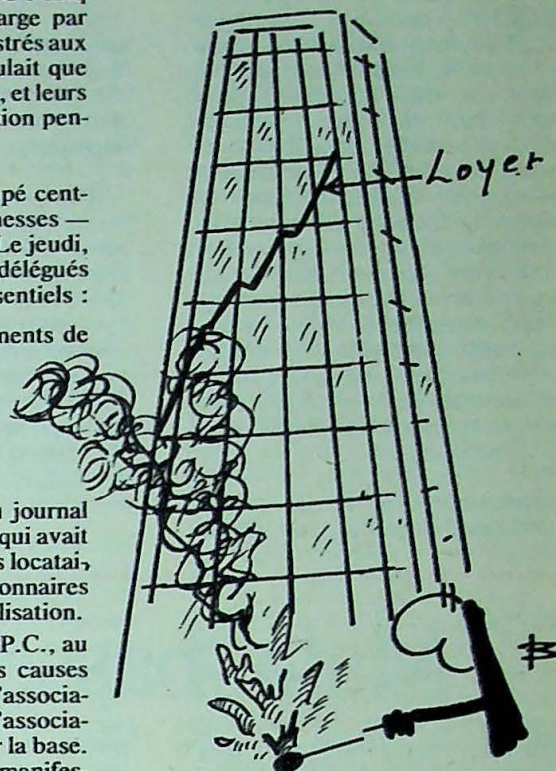
- relogement immédiat de tous les sinistrés dans des appartements de même type dans le quartier ;
- avance pour tous ;
- participation des locataires à la commission d'enquête ;
- révision de la sécurité dans ces immeubles.

Ensuite la manifestation s'est prolongée dans les locaux du journal *Paris-Normandie*, dévoué aux notables locaux (groupe Hersant), qui avait refusé de passer le long communiqué de l'association. Là aussi, les locataires ont obtenu satisfaction. Maintenant ils doivent obliger les gestionnaires locaux à tenir les promesses arrachées sous la pression de la mobilisation.

Sur le plan politique, le P.S.U. du quartier avait demandé au P.C., au P.S., et à la L.C.R. de faire un communiqué commun sur les causes politiques de l'incendie. L'exclusive du P.C. (qui ne milite pas à l'association) contre les militants de la L.C.R. (qui animent avec le P.S.U. l'association depuis cinq ans) n'a pas permis l'unité qui était souhaitée par la base. Trois communiqués ont donc été présentés, le P.C. appelant à une manifestation dans un quartier voisin sur le problème des charges et de la sécurité. Le P.S.U. et la L.C.R., groupés autour des militants réels de l'association, ont appelé à renforcer les actions futures de celle-ci. Le P.S. du quartier hésitant entre les deux solutions s'est trouvé divisé sur le problème entre les militants venus du P.S.U. et les autres.

Les problèmes des locataires Rameau seront peut-être réglés un jour, après bien des batailles ; mais celui de l'unité populaire à la base reste, hélas, tributaire des chatouillements inadmissibles du sommet.

Pierre DAVID ■



La tour infernale!

DECOUVERTE ET CULTURE Loisirs

albanie

Séjours de 2 semaines

départs : 17/06 - 1/07 - tous les mardis jusqu'au 16/09

avec le peuple palestinien

Séjours à BEYROUTH

3 semaines en juillet et août

portugal

Circuits juillet et août

Plusieurs formules de transports et de séjours
Un permanent D.C.L. à Lisbonne

Et aussi :

SOMALIE, ALGERIE, YEMEN DU SUD, PEROU, CALIFORNIE,
ROUMANIE, YOUGOSLAVIE, SUEDE, etc ...

Séjours en France : Cévennes, Pays Basque,
cheval en Provence...

adhérez à D.C.L.

94 rue N.D. des Champs - 75006 Paris
Tél. 325.00.09 et 633.77.78 - ouvert de 10h30 à 19 h

Fête du PSU

7 - 8 juin : terrasse de Meudon

La troisième fête du PSU aura lieu les 7 et 8 juin, sur le même terrain que l'an passé à Meudon.

La programmation est déjà en cours. Ont déjà donné leur accord : Maxime Leforestier, Collette Magny, Henri Tachan, Bernard Lavilliers, Claire, Malicorne. Seront également présents les Ballets du Mali et différentes troupes de théâtre dont les noms seront communiqués dans les prochains numéros de « TS ».

Avec peut-être un grand bal Cajun.

Les billets sont disponibles dès maintenant à la Fédération de la région parisienne sous forme de bons de soutien (15 F pour les deux jours). Les fédérations peuvent en demander dès maintenant, ainsi qu'une affiche de format 60 x 80.



La rentrée des lycéens :

futurs privilégiés ou futurs exploités ?

La lutte contre la réforme Haby continue : une lutte de longue haleine. Après les manifestations de mars, il s'agit de jeter les bases d'un mouvement qui doivent permettre de lutter efficacement et de se mobiliser rapidement, si besoin est ; de joindre les luttes des lycéens à celles des enseignants, et inciter les travailleurs à intervenir, car ils sont eux aussi frappés par cette réforme (formation permanente, sélection sociale, etc...) ; de coordonner cette lutte contre la réforme Haby à d'autres luttes qui concernent aussi la jeunesse scolarisée (plan d'austérité, emplois, etc...)

Les embryons de ce mouvement pourraient être les actuels

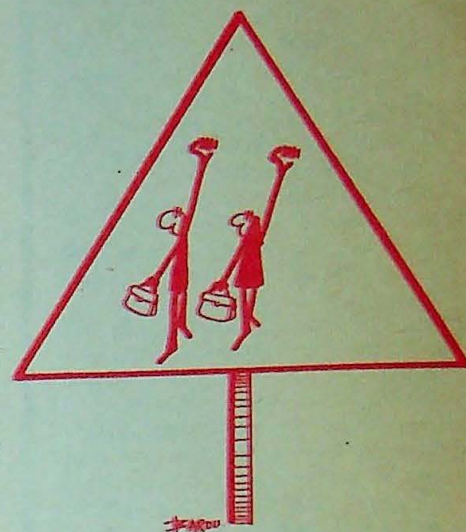
« Comités contre la réforme Haby » (C.C.R.H.), mais élargis aux parents d'élèves qui se sentent concernés, aux professeurs du S.N.E.S., S.G.E.N.-C.F.D.T. et aux syndicats des agents de service présents sur les lycées.

Ces comités élargis pourraient se coordonner au niveau local (arrondissements, groupe d'arrondissements, villes, etc...), ce qui permettrait la jonction avec les collégiens, instituteurs, parents d'élèves, étudiants qui sont actuellement en lutte contre la réforme Haby dans les C.E.T., écoles maternelles, primaires, facultés, et aussi avec les Unions locales C.G.T. et C.F.D.T. et les organisations de quartier.

Ces structures de lutte réduiraient le nombre de coordinations régionales et nationales, avec tout ce qu'elles entraînent (« bourrage » de salle, « magouilles », etc...) et laisseraient à la base un pouvoir de décision plus grand et unitaire.

La liaison enseignants-enseignants-travailleurs serait ainsi en voie d'être réalisée, laissant entrevoir la perspective de contrôle populaire sur la formation. Elle ferait prendre conscience aux lycéens que leurs luttes s'intègrent dans la bataille contre le plan d'austérité du gouvernement. Et aussi qu'ils ne sont pas forcément les futurs privilégiés de la société...

A.N. ■



Etudiants

Main basse sur la cité internationale

La cité internationale de l'Université de Paris, boulevard Jourdan dans le 14^e arrondissement, regroupe 5 500 étudiants dans une quarantaine de pavillons ayant chacun un statut particulier. Ces pavillons sont fi-

nancés par les gouvernements de certains pays, des fondations privées, ou par le gouvernement français. Ce type de statut donne une grande liberté au propriétaire d'une résidence pour prendre des mesures arbitraires :

- en 1968 ; fermeture de la maison d'Espagne,
- juillet 1972 : expulsion par la police française des étudiants de la maison d'Iran,
- fermeture pendant plusieurs années de la maison d'Afrique
- fermeture en janvier 1973 du pavillon du Cambodge
- fermeture du pavillon Fath de la maison du Maroc

Au niveau des loyers, l'arbitraire règne : 30% d'augmentation en moyenne cette année, 50% à la maison du Canada où une grève des loyers — les étudiants les payant à l'ancien taux à un huissier — dure depuis trois mois. Dans une autre maison le directeur qui acceptait de percevoir les loyers à l'ancien taux a été limogé.

Dans plusieurs autres maisons, des mouvements revendicatifs se développent. Dans la nuit du 6 au 7 mars, par exemple la maison d'Espagne a été occupée par des étudiants pour protester contre sa fermeture. La police est aussitôt intervenue pour les en chasser.

Le gouvernement veut « rentabiliser » la cité. Il diminue d'abord les crédits et met ensuite les étudiants devant le dilemme : augmentation des loyers ou augmentation de « résidents à titre passager », des cadres et ingénieurs qui ont les moyens de payer des loyers plus élevés...

D'ici quelques années, la cité risque donc de ne regrouper plus que des étudiants de troisième cycle, des chercheurs et des cadres. ■

La source de la liberté

P. J. Oswald



Tarjei Vesaas
Les oiseaux

Un merveilleux roman
par l'auteur de « Palais de glace »

Mort en 1973, l'année même où l'on songeait à lui pour le Prix Nobel, Tarjei Vesaas est, sans conteste, l'écrivain le plus considérable que la Norvège nous ait donné depuis Knut Hamsun. Faisant figure de novateur dans le monde entier Tarjei Vesaas attire enfin dans notre pays l'exceptionnelle attention qu'il mérite. L'un de ses romans les plus importants avec « Palais de glace », « Les oiseaux » est aussi à nos yeux le plus beau. Nous avons pensé le publier avec cette bande : « Le plus beau livre du monde ». Il bénéficie aussi, il faut le souligner, d'un traducteur hors du commun.

27 F

Traduit du norvégien et présenté par Régis Boyer

ou La solution intégrale

le silence des étudiants

(on est muet...
d'admiration
devant les lycéens)

(chut!)





Indochine

international



les derniers sursauts des dictatures

Il y a quelques jours, le président Ford se sentait pris d'une « immense pitié » pour les populations sud-vietnamiennes fuyant, encadrées par une armée en déroute. Où était la pitié quand, depuis des années, les Américains bombardaient, brûlaient au napalm les paysans sud-vietnamiens et leurs terres ? Où

connaît un échec définitif après des années de terreur, de corruption et de génocide. Ce n'est pas un hasard si un fasciste comme le général Salan, interviewé par *Europe N° 1*, a entonné la trompette « anti-vietcong » au nom de soi-disant « sentiments humanitaires » : il faut accrédi-ter partout la thèse de la population fuyant le communisme.



était la pitié quand on torturait dans les prisons de Thieu. Où est la pitié quand, plus récemment, Ford éclatait de rire devant des journalistes quand on l'interrogeait sur le Vietnam ?

Il n'y a pas de pitié dans les calculs du Pentagone. Depuis des mois, les Américains permettaient à coup de dollars à Thieu et Lon Nol de tenir artificiellement. Aujourd'hui, tout le dispositif militaire et policier de Lon Nol et Thieu s'écroule. Dans cette zone de l'Asie, l'impérialisme US

armées en fuite

Il n'est pourtant pas dans le but des forces du FNL de détruire quoi que ce soit, ni de s'attaquer aux populations civiles. Depuis des années, la population sud-vietnamienne survit, parquée dans des villes qui sont devenues d'immenses camps (Da Nang en était le meilleur exemple, où tout est subordonné à la présence de l'armée sud-vietnamienne). Cette armée en fuite après la

chute de Hué, de Da Nang et de Nha-Trang sème la terreur et le pillage sur son passage. Ce sont moins les troupes de libération du FNL que la guerre, ce cancer du Vietnam, que les civils fuient dans une indescriptible panique collective. Paul Léandri a payé de sa vie le fait de constater qu'une partie de la population des hauts-plateaux s'était jointe aux maquisards pour libérer le pays de la dictature de Thieu. Les éditorialistes de la droite française montrent leur rage devant la situation actuelle et font chorus aux milieux bellicistes américains regroupés derrière Kissinger et Ford.

Ils ne font que constater une chose : quand l'aide américaine cesse, les dictatures sautent. Lon Nol a préféré la fuite ; Thieu se replie sur Saïgon, mais son sort sera probablement identique à brève échéance. Exaspérées par la corruption et la misère, par le sabotage systématique des accords de Paris, réprimées, torturées, censurées, toutes les forces politiques du Sud-Vietnam qui se battaient pour le respect des Accords de Paris, pour des élections libres, se regroupent pour exiger le départ de Thieu.

Il est certain que c'est là un des objectifs de l'offensive du FNL : obliger Ford et Thieu à laisser la place à la troisième composante. Ainsi serait évité un sanglant affrontement aux portes de Saïgon. Les conditions d'une effective application des Accords de Paris seraient alors réunies.

la politique du pire

Dans un pays divisé en deux, les zones contrôlées par Thieu, situées au Sud de Dalat sous le 13e parallèle, le long de la mer, vont devenir sous peu un enjeu politique plus qu'un enjeu militaire. Le FNL a déclenché son offensive au moment où l'impérialisme se trouve en difficulté : après ses échecs en Grèce, au Portugal, au Moyen-Orient, l'impérialisme américain a été contesté au sein de ses propres frontières. L'opinion américaine est lassée de l'interventionnisme et appuie le Congrès dans le refus de crédits de guerre.

Dans cette situation, Ford aura du mal à mener une politique bel-

liciste. Il est donc plus probable qu'il jouera la politique du pire : soutenir Thieu jusqu'à sa chute finale dans le réduit conchinchinois, développer partout une dénonciation de « l'offensive communiste » et préparer une solution de rechange politique qu'il puisse encore contrôler. Dans un mouvement panique, les Américains ont évoqué l'idée de reconvoquer la conférence de Paris. Mais ils sont revenus de cette décision. Ford devra négocier en position de faiblesse après avoir abandonné Thieu plus vite que prévu. La course engagée au Vietnam entre l'avancée du FNL et les tentatives américaines d'installer un nouveau fantoche à la place de Thieu, penche en faveur des forces de libération.

Sur tous les fronts à la fois, l'impérialisme recule en Indochine : les forces du GRUNK et du FUNK vont entrer à Pnom-Penh en libérateurs ; le FNL contrôlera bientôt les deux-tiers du Vietnam ; la Thaïlande refusera ses bases aux avions militaires US. Les Américains tentent donc de sauver encore ce qui peut être sauvé : un régime qu'ils puissent contrôler à Saïgon.

La dernière manœuvre de l'administration américaine risque cependant de tomber à l'eau. Après la première panique entraînée par l'abandon de toutes les lignes de défenses entre le 17e et le 13e parallèles, les habitants des villes se rendront compte que leur intérêt est de soutenir le FNL. Ce sentiment commence à exister, puisque les bataillons sud-vietnamiens ont déjà rejoint les troupes des maquisards. Toute une bourgeoisie aux abois abandonne Thieu et cherche un autre sauveur (comme le général Cao Ky).

Mais contre eux aussi le peuple vietnamien se révoltera et soutiendra l'offensive du FNL et les propositions du GRP. Sans les dollars et les armes américaines, cette bourgeoisie ne pourra rien faire et ne pourra que maintenir le cycle de la misère et de la répression. En prenant l'offensive, le FNL a démontré que la fin de la dictature approchait. C'était cela l'enjeu essentiel. Le GRP l'a gagné. Et l'impérialisme a perdu la face.

Yves SPARFEL ■

un télégramme du PSU (2 avril) au GRP

SALUONS VICTOIRES HEROIQUES PEUPLE VIETNAMIE
DANS SA LUTTE CONTRE IMPERIALISME US ET FANTOC
CHES /ETAPE DECISIVE POUR LIBERATION NATIONA
LE /APPORTONS SOUTIEN RESOLU /FAISONS CAMPA
GNE CONTRE CALOMNIES ET MENSONGES DE LA PRES
SE /SALUT FRATERNEL

PARTI SOCIALISTE UNIFIE (PSU)



le 16 avril, à la Mutualité (20 h 30)

pour la défense de la révolution portugaise

Il ne se passe pas un jour sans que telle ou telle chancellerie européenne fasse ce que les journalistes bourgeois appellent une « discrète pression » sur le gouvernement portugais. Il ne se passe pas un jour sans que tel ou tel sénateur membre du Congrès ou un officiel américain fasse part au « monde libre » de ses inquiétudes sur le sort de la démocratie au Portugal ».

Une nouvelle sainte alliance se construit qui prépare de mauvais coups. L'impéria-

lisme américain, état-major de l'OTAN, bourgeoisies européennes, gouvernements « libéraux » ou socio-démocrates... chacun à sa manière tente, encore indirectement, d'endiguer, de stopper, de briser l'élan populaire qui — jour après jour — approfondit la révolution portugaise commencée.

Ce qui leur fait peur, c'est le mouvement des commissions ouvrières rassemblant dans les usines les délégués directs et révocables des assemblées de travailleurs ; c'est le mou-

TS publiera la semaine prochaine un ensemble sur la situation au Portugal, avec les interviews de leaders du Parti communiste, du Front socialiste, du MPLA, du MFA, et un reportage sur les zones occupées du sud du Portugal.

vement des occupations autogestionnaires de maisons, d'hôpitaux, de terrains ; ce sont les luttes pour la socialisation des moyens de production, pour le contrôle ouvrier, pour l'autogestion des entreprises ; c'est la fraternisation et l'alliance des soldats, ceux-là mêmes qui, le 11 mars dernier, patrouillaient dans les rues aux côtés de militants civils auxquels ils avaient donné des armes.

Ce qui leur fait peur, c'est la jonction de la révolution portugaise avec la montée ouvrière en Espagne.

Ce qui leur fait peur c'est la perspective ouverte de la révolution européenne, ce spectre qu'ils avaient cru enterré à tout jamais.



Les possédants ont si bien compris cela qu'ils préparent un nouveau Chili, à quelques centaines de kilomètres de Paris.

Face à ces menaces les travailleurs portugais doivent pouvoir compter dès maintenant sur leurs seuls réels appuis leurs frères de classe français et européens.

C'est pour engager cette campagne que le PSU appelle les Parisiens à faire du meeting du 16 avril un grand rassemblement pour la défense de la révolution portugaise commencée et menacée. ■

Portugal : la révolution en marche

Meeting : Mercredi 16 avril à 20 h 30.

Salle de la Mutualité (rue St Victor - métro Maubert)

Avec :

● **Fernando MARQUES**, du bureau politique de la LUAR ;

● **José DIAZ** du bureau politique du MES ;

● **Lui Magalhães CARNERO**, du bureau politique du FSP ;

● **Un militaire pour exposer le rôle du MFA ;**

● **Michel Mousel**, secrétaire national du PSU.

vient de paraître

Un Psu-Documentation sur le **Portugal en lutte (1975-1975)**

- le capitalisme
- les structures sociales
- les forces politiques
- le Mouvement des forces armées

- le problème syndical
- la décolonisation
- la menace impérialiste

52 pages - n° 80 - 84 - 6 F.
En vente à SYROS
9 rue Borromée, 75015 -
CCP 19.706-28 Paris.

Un régiment à la portugaise

Les militaires du premier régiment de Pontinha, réunis en AG d'urgence, en raison de l'abominable attaque criminelle perpétrée sur le premier régiment d'artillerie légère, ont décidé :

- d'approuver pleinement la résistance héroïque et révolutionnaire des camarades du RAL 1 face aux forces réactionnaires au service du capitalisme ;
- de louer la ferme position des camarades des autres unités comme des masses populaires de faire barrage face à la manœuvre fasciste ;
- d'appuyer les camarades du RAL 1 en exigeant pour ces forces réactionnaires qui viennent semer le sang parmi nous, la fusillade immédiate ;
- d'exiger une effective épuration dans les unités par la participation active de tous les militaires de façon à permettre une réelle démobilisation de fait des structures militaires.

Vigilance révolutionnaire dans les unités — La légalité pour nous est révolutionnaire — Fusillons les comploteurs ! — Mort au fascisme ! — Mort au capitalisme ! — Au service des classes exploitées, nous vaincrons.

Approuvé par acclamations (11.03.75) ■



Rien ne va plus entre le gouvernement rebelle de Ian Smith et l'African National Council, qui regroupe depuis la conférence de Lusaka, fin 1974, les quatre mouvements de libération du Zimbabwe. Les pourparlers en vue d'un règlement constitutionnel ont été rompus après la nouvelle arrestation, le 4 mars, du pasteur Ndabasingi SITHOLE.

Le procès du dirigeant de l'ANC, leader de l'ancienne ZANU (Zimbabwe African National Union) — l'aile la plus active et la plus radicale du mouvement nationaliste — s'est ouvert le 24. Dès le lendemain, le pasteur refusait d'y participer, estimant ne pouvoir assurer valablement sa défense sur les deux chefs d'accusation : complot d'assassinat contre ses partenaires politiques africains et soutien au terrorisme en Rhodésie.

Par ailleurs, le 18 mars, pendant que Smith et Vorster (premier mi-

nistre sud-africain), s'entretenaient au Cap du sort de la Rhodésie une autre personnalité importante de l'actuelle ANC tombait victime d'un attentat à Lusaka, avec un de ses lieutenants et un enfant. En effet, la voiture d'Herbert Chitepo, numéro deux de l'ex-ZANU, sautait sur une bombe à la sortie de son garage.

Enfin, depuis quelques semaines les accrochages entre guerrilleros et soldats rhodésiens se multiplient dans le nord-est du pays, tenu par les hommes de la ZANU...

Diviser pour régner

Ian Smith fait-il volte-face ? Refuse-t-il d'aller plus loin sur la voie de « l'ouverture » préconisée par l'Afrique du Sud ? Il ne semble

pas ; mais, en accord avec Vorster, le gouvernement de Salisbury a cru pouvoir tenter un nouveau coup dans la partie de poker serrée qui se joue depuis le début de l'année : les négociations entamées, il cherche aujourd'hui à diviser l'adversaire, ou du moins à mettre à profit les divergences qui existent au sein du mouvement nationaliste. Il s'agit surtout d'en isoler la fraction la plus dure, c'est-à-dire la ZANU.

L'organisation du pasteur Sithole, dont les cadres sont formés en Chine populaire, est la principale responsable de la guérilla et coopère militairement depuis quelques années avec le Front de Libération du Mozambique. Elle a participé à la conférence de Lusaka sans déposer les armes et sans renoncer à une

Rhodésie : l'adieu à la «



✱ Afou

25 mars, 17 heures. La nouvelle tombe sur les ondes : un ambassadeur français contre deux djiboutiens « terroristes » comme dit la radio française détenus, dans des conditions en vérité scandaleuses par la « justice » française (cf. TS n° 647). In extremis Giscard, en libérant les deux militants réclamés par les ravis-seurs de l'ambassadeur Gueury, a cédé aux exigences d'un peuple qui cherche sa dignité par des voies que certains puristes affirment regrettables mais qui sont celles auxquelles se trouvent souvent acculés les opprimés pour faire savoir au monde leurs aspirations.

Dans le Territoire français des Afars et Issas et dans les milieux proches de M. Dablanc, le haut-commissaire, on n'en finit pas de commenter les retombées de cette affaire. Giscard va-t-il brader Ali Aref, jusque-là maître tout puissant de Djibouti ? Car, à plus ou moins long terme, telle est bien la signification politique de l'enlèvement de l'ambassadeur Gueury. Ali Aref, le

plébiscité à 95 % de bons votants, pro-gaulliste affiché du temps de son ami Foccart, parle depuis quelque temps lui aussi d'« indépendance »... Il craint surtout le retour de militants indépendantistes qui ne sont pas eux, des ouvriers de la onzième heure, mais qui ont payé cher leur libération : c'est le cas d'Omar Osman Rabeh, l'un des Djiboutiens échangés contre l'ambassadeur. Vingt neuf ans, condamné à mort sans preuves formelles par une cour criminelle à l'image d'une colonie anachronique, captif sept ans en France, il peut devenir, intellectuellement et politiquement, un leader de la résistance et de la libération de Djibouti.

à cœur joie

Mais Djibouti est un pays moribond. 200 000 habitants dont 120 000 dans la ville de Djibouti. Une pauvreté « structurelle », celle du sous-développement massif. Principale activité, celle du port de Djibouti : elle est au point mort depuis la fermeture du canal de Suez. 3 000 navires par an avant la guerre des six jours, 961 seulement en 1973. Tous les produits de consommation sont importés, même l'eau potable, une richesse dans une zone soumise à de terribles sécheresses !

Les données officielles de l'INSEE remontant à 1970 signalent une production intérieure brute de 13 425 millions de fr. djibouti (100 FD = 2,6 F) dont 6 398 pour le seul secteur des services. En clair, cela veut dire que 10 000 Français (fonctionnai-

Djibouti après l'enlèvement de l'ambassadeur de France en Somalie :



L'heure de la libération sonnera

res et militaires, gagnant pour la plupart deux fois et demi leur traitement de métropole), et 15 000 autochtones privilégiés se partagent un appréciable gâteau. Insensibles aux chômeurs (80 % de la population), dont beaucoup traînent dans les rues, écrasés de soleil, mendiants, clochards, prostituées, malades, les banquiers et financiers s'en donnent à cœur joie, Djibouti servant de place d'accueil et de transit aux sociétés bancaires et à leurs fructueuses opérations (le franc djiboutien est directement convertible en dollar). Cependant, l'inflation gagne, (taux 1974 : 15 %), le marasme économique aussi.

les safaris électoraux

Afars au nord, Somalis au sud se partagent le territoire mais les frontières des ethnies ne sont pas forcément celles de l'avenir. Dans le passé, les divisions ethniques ont été cyniquement exploitées par une administration habituée à manipuler les scrutins et à favoriser Issas ou Afars selon les besoins du moment. A chaque consultation électorale, distribution de vivres et de boissons, pressions de toutes sortes, regroupement des électeurs par ethnie sur un bureau de vote unique, voies de fait..., sont des pratiques courantes au profit du clan d'Ali Aref au pouvoir depuis 1968. « Territoire d'outre mer » grâce au « référendum » du 19 mars 1967 (où l'on enrégistrait, dans la circonscription de Tadjourah à population Afar, 8 968 « oui » et 13 « non », tandis qu'à Djibouti (population mixte), on dénombrait 2 817 « oui » et 6 893 « non), ce pays a

été le théâtre de « safaris » électoraux particulièrement bien organisés (99 % de oui pour l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché commun !)

Déjà considérables en 1971-72, les forces armées françaises ont été renforcées surtout depuis l'été dernier : 6 000 hommes de l'armée de terre, sans compter les chasseurs à réaction « F 100 » et la flotte « Saphir » qui croise dans l'Océan Indien et opère des manœuvres navales combinées avec Américains et Iraniens (OTAN oblige, dans ces zones chaudes d'Océan Indien, déjà quadrillées par les bases américaines).

Devant les changements qui se font jour en Ethiopie, en Erythrée, devant la pression de la Somalie qui réclame depuis longtemps l'indépendance de Djibouti, beaucoup se demandent si l'occupation militaire d'un territoire tel que celui de Djibouti a encore un intérêt, sauf pour l'« impérialisme » français » et derrière lui pour la stratégie américaine.

un autre drapeau

En tous cas, la bureaucratie coloniale, la répression organisée, (barrage électrifié autour de Djibouti, fouilles, arrestations, emprisonnement), qu'Ali Aref a instaurés sont remises en question. De nouvelles forces se lèvent. En janvier 1975, la Ligue populaire africaine, longtemps seul parti d'opposition à présenter des candidats, fusionnait avec l'« Action, pour la justice et le progrès » et devenait « Ligue populaire africaine pour l'indépendance », radicalisant ainsi ses objectifs.

Ali Aref, nouvelle manière, veut, lui aussi, l'indépendance... mais au bénéfice de son clan. En réalité, à plus ou moins brève échéance, l'avenir appartient sans doute, après l'effondrement du mythe colonial (qui, là bas, a la vie dure) aux éléments du Front de libération de Djibouti ou de la Côte des Somalies qui rallieront une jeunesse totalement déçue par les promesses françaises jamais tenues et par une absence totale de liberté d'expression. Le Djibouti de papa est en train de mourir. Si les Djiboutiens renforcent leur unité politique au delà des différences ethniques, si l'appui d'une Somalie « socialiste » et vigilante s'accroît, si les plus lucides des militants pour l'indépendance engagent leur pays dans une coopération économique étroite — et vitale — avec les pays voisins, Djibouti, aujourd'hui moribond, revivra peut-être. Il y faudra du temps, et de l'argent, sous un autre drapeau que celui d'une France coloniale et gaulliste qui n'aura pas su décoloniser sa « corne de l'Afrique ».

René LANARCHE ■

Jean CORDAT ■

Un pays drogué

Le véritable maître de Djibouti c'est une drogue que l'on broute, le « kat », importée d'Ethiopie avec la complicité du pouvoir. Consommée de façon massive (1 500 tonnes en 1973, soit 4 à 5 tonnes par jour), cette drogue provoque l'abrutissement de 90 % de la population, et l'enrichissement des réseaux de vente (la consommation 1973 représente 1,5 milliard de F.D., alors que le budget total du TFAI s'élève à 3,7 milliards de F.D.).

Cette feuille verte, une fois mâchée, provoque en effet une euphorie jointe à un état dépressif proche des effets obtenus par les amphétamines. Sa consommation progresse de façon affolante, depuis 1970 surtout : 20 % par an. Le gouvernement est légalement trafiquant de cette drogue, ce qui lui a rapporté en 1973, la somme de 368 millions de F.D. Un « DC3 » débarque chaque jour à l'aéroport sa cargaison...

L'état sanitaire est lamentable : un seul hôpital (à Djibouti), le nombre des médecins installés en brousse ne dépasse pas la moyenne de l'Ethiopie, l'une des plus basses du monde : un médecin pour 30 000 habitants. Les services sociaux ne touchent qu'une minorité. Il n'existe pas de sécurité sociale sauf pour les Français résidents. Le taux de scolarisation est faible : 15 %

Solution pacifique »

certaine autonomie, malgré le regroupement officiel des formations nationalistes.

Par contre, l'ancienne ANC de Mgr MUZOREWA, seule organisation autorisée, l'ancienne ZAPU et l'ancien FROLIZI semblent plus soucieux de « dialogue », de propagande politique auprès de la population noire que de lutte armée. L'attitude et les positions de la ZANU n'ont donc pas manqué de les irriter, voire même de les gêner au cours des discussions engagées avec le pouvoir blanc.

De même, les gouvernements de Zambie, de Tanzanie, du Botswana, qui ont parrainé la conférence de Lusaka, ont pu à des degrés divers en prendre quelque om-

brage. Des responsables de la ZANU auraient même été arrêtés dans la capitale zambienne au lendemain de l'enterrement de Chitepo, et un camp d'accueil de réfugiés a été encerclé par la troupe...

Le silence des capitales

Cependant, le nouveau coup de Ian Smith est risqué : les réactions à l'arrestation de Sithole comme à l'assassinat de Chitepo ont été vives en Rhodésie et dans toute l'Afrique. Mgr Abel MUZOREWA, réputé pour sa modération, a directement accusé les autorités rhodésiennes de bloquer toutes négociations et appelle à un renforcement de l'unité des nationalistes. Un porte-parole de l'ex-ZANU ajoute que les derniers événements « ont assombri de

façon irréparable le cours de la détenté et un règlement négocié en Rhodésie ».

A l'OUA, le Comité de coordination des luttes de libération « demande au peuple du Zimbabwe d'être prêt à intensifier la lutte dans tous les domaines et par tous les moyens ». Un message du FRE-LIMO va aussi dans ce sens. Enfin, des communiqués tanzaniens constatent aujourd'hui qu'une solution pacifique semble écartée.

Quant aux capitales africaines (Abidjan, Bangui, Dakar) qui ces derniers mois se sont montrés favorables au dialogue avec l'Afrique blanche, elles restent muettes. Seul, à Monrovia, le président William TOLBERT a cru devoir « adjurer les leaders nationalistes et M. John VORSTER d'user de leur influence pour convaincre M. Smith de ne pas entraver un règlement de la crise »...



Notes de lecture

● « **PORTUGAL 1974-75 : les années de l'espoir** », de Charles Foubert. (Ed. IDOC-France, Librairie l'Harmattan, 18 rue des Quatre Vents, 75006 Paris).

Après quarante années de dictature, un pays se réveille. L'auteur, en une centaine de pages, a réussi à exprimer, grâce à une documentation de première main, l'essentiel des événements et des péripéties de la période révolutionnaire que traverse ce pays : empire colonial et sous-développement, la solution de Spínola, le mouvement des forces armées, les partis politiques, l'épreuve de force de septembre 74, le processus de décolonisation, les Eglises et le changement, telles sont les têtes de chapitre de cet ouvrage à recommander aux militants désireux de prendre contact avec le Portugal et son originale révolution. (fco : 18 F).

● « **La Monnaie** » de Denis Clerc. (Ed. Universitaires)

Le collaborateur économique de « TC » et de « TS » nous livre ici en cent cinquante pages, l'essentiel de ce qu'il faut savoir pour comprendre la « question » monétaire, si souvent « passée sous la table » par intérêt ou incompétence. Le monde de la finance mis à nu, vous saisissez mieux les enjeux du « dollar » et ce qu'il en coûte aux travailleurs. Et aussi, vous aurez des pistes pour un autre système que le capitalisme financier qui nous gouverne. Un livre accessible et indispensable à tout militant, rédigé par un économiste qui est aussi un militant du PSU. (fco : 29 F).

● « **Autopsie de l'école catholique** », de Guy Goureaux et Georges Ricot (Ed. du Cerf).

D'aucuns pensent que l'école libre est une affaire classée. Et qu'elle est bien morte, l'école catholique de grand papa ! Les militants Goureaux et Ricot qui se battent depuis des années sur le front idéologique-scolaire dans le contexte très particulier de l'Ouest catholique (Nantes et la Loire Atlantique), donnent dans cet ouvrage les éléments d'une analyse historique (lien entre enseignement catholique et gouvernement de droite), juridique (la loi Debré de 1959), et politique (le libéralisme actuel assurant la relève du caractère « religieux » de l'enseignement privé ancienne manière). (Fco : 21 F).

A.L. ■

le psu à la télé

Le 9 avril à 19 h 40
sur « FR 3 »

Le « journal télévisé » du PSU
présenté par Michel Mousel
Edouard Guibert, Charles
Piaget, André Barjonet
avec Haroun Tazieff
dans le cadre de
l'émission « Tribune Libre »

à propos du film de Stanley Kubrick
« **LES SENTIERS DE LA GLOIRE** » (1957)

Comment l'armée assassinait en 14-18...

Le cinéaste américain Stanley Kubrick est aujourd'hui assez largement connu. Deux films décrivant la montée de la violence fasciste (**Doc-teur Foalmoir**, **Orange mécanique**) l'ont imposé, non seulement chez les intellectuels de gauche, mais aussi auprès d'une partie importante de la classe ouvrière et populaire.

C'est sans doute pourquoi les requins de la distribution cinématographique mettent aujourd'hui dans le circuit un film datant de 1957, « **Les sentiers de la gloire** ». Bien que non officiellement interdit en France, les pressions de la droite et de l'extrême-droite ont empêché sa sortie à l'époque. Certains européens refusèrent également de le prendre, par « amitié » pour la France.

Il faut dire que 1957 marquait la montée de la « sale guerre d'Algérie ». Un an auparavant, la gauche (SFIO, radicaux) soutenue par le P.C., avait voté les pleins pouvoirs à Guy Mollet. Ce dernier, en capitulant à Alger devant les ultras, choisissait la guerre (et l'extermination) à outrance, embarquant toute la gauche dans le massacre du peuple algérien opprimé.

Rien d'étonnant donc que le film de Kubrick n'ait pu sortir à l'époque. Comme en 1914, l'union sacrée derrière les intérêts de la bourgeoisie triomphait avec les accents du chauvinisme et du nationalisme : « **L'Algérie, c'est la France** ». Seule une extrême-gauche embryonnaire, faite d'individualités, renforcée par l'action exemplaire de courageux progressistes, lutta contre la nouvelle geurre coloniale. Beaucoup

d'entre eux se sont d'ailleurs retrouvés trois ans plus tard dans le PSU.

« **Les sentiers de la gloire** » montrent bien les mécanismes qui régissent par le haut les rapports de subordination (et de sadisme) à l'armée. Le film met en évidence le droit d'assassinat dont disposent les officiers supérieurs, au nom de « l'intérêt de la Nation ». Par contre, ils ne disent pas ce que c'est que cette nation : un peuple soumis matériellement et idéologiquement aux intérêts des industriels travaillant et s'enrichissant des subsides de l'Etat de guerre. Ils ne disent pas qu'en face, chez l'Allemand, c'était la même chose. Qu'en somme, les marchands de canons réglaient leur compte à coups de centaines de milliers de travailleurs assassinés.

M.C. ■

cinéma 75

AVRIL • N° 197

CINEMA et KARATE

CINEMA en SYRIE

CHILI : LA GUERRE
DES MOMIES

DOSSIER SUPER 8

CLAUDE D'ANNA
et toute l'actualité

En vente partout et 6, Rue Ordener P. 18°

TEP
théâtre national
direction Guy Rétoré

8 avril - 24 mai

**Androclès
et le lion**

de Bernard SHAW
mise en scène Guy Rétoré

AU PETIT TEP
bachir touré
Carrefour
jusqu'au 27 avril

17 rue Malte-Brun 75020 Paris
M° Gambetta - tél 636.79.09

donner une voix
à des hommes
sans voix

LES EMIGRES PORTUGAIS

Waldemar
Monteiro

PARLENT...

Ces hommes et ces femmes qui se débattent désespérément contre la misère, racontent ici leurs conditions de départ, d'arrivée, de logement, de salaire et... leur espoir de s'en sortir.

Vies et Témoignages

casterman

Dossiers formation

N° 5 Les stratégies du Mouvement Ouvrier
N° 6 Vie, animation et structures du P.S.U.
N° 7 Lutte, contrôle et Auto-

gestion, les réponses du P.S.U.
La série des 3 N° : F 8.00
Commande et règlement à adresser à Edition Syros



L'âge d'or au Théâtre du Soleil le discours et le plaisir

Les comédiens du Théâtre du Soleil, interviewés dans le TS n° 647 (2 mars), sont très modestes. Il faut dire vigoureusement que leur spectacle est le plus enthousiasmant, le plus drôle, le plus grinçant, le plus vivant, le plus proche d'un véritable art populaire des dernières années. La rigueur théorique est peut-être moins grande que dans 1789 et 1793 ; certains tableaux (chez les petits-bourgeois) ne sont pas tout à fait au point.

Mais « l'immédiateté » de ce spectacle lui donne un grand pouvoir de communication : nous reconnaissons toutes les millesallusions à la vie quotidienne dans la lutte des classes (spécifications véreuses, chantiers bidon, accidents-assassinats du travail, racisme) ; nous baignons dans le climat culturel de notre époque, celui qui règne hors des cénacles savants, dans les dessins animés, les bandes dessinées, les fêtes

populaires. Les pantins — l'horrible M. Dassault-Pantalon par exemple — dont le capital tire les ficelles, sont évidemment des caricatures : outrées, mais profondément justes du point de vue politique. Leur intervention, pour briser l'idylle de deux adolescents nus, nous ramène à tous les débats sur la sexualité, et montre bien l'obscurité fondamentale du capitalisme.

Les héros de notre cœur, à qui on veut souffler comme à Guignol

« Attention, les flics », ne sont pas de purs et durs messies prolétaires : ni le racisme, ni le sexisme n'épargnent en effet la classe ouvrière. Les colleurs d'affiche, les militantes MLF (les « bons » et les « bonnes », ceux et celles de notre camp) se voient à l'occasion égratignés. Mais comme on s'autocritique.

Un mot encore pour le « décor » : quatre gigantesques cratères recouverts de « moquette paillason » ocre. L'action chan-

ge de cratère, selon le lieu social où elle se déroule : ici les ouvriers, là les classes moyennes, là la bourgeoisie (superbe « dîner de têtes » qui évoque Prévert), là enfin la nature que les promoteurs s'approprient à massacrer.

Militant sans didactisme, fruit d'une réflexion esthétique approfondie, mais loin de certaines sophistication avant-gardistes, l'Age d'Or est donc un événement théâtral. Beaucoup d'entre nous ne vont jamais au théâtre : on s'y ennue trop souvent, car on est supposé y venir avec sa petite culture portable et convenue. En renouant avec une tradition populaire immédiatement comprise le Théâtre du Soleil indique la voie d'une forme qui tienne les deux bouts que tant de compagnies cherchent en vain à joindre : celui du discours politique et celui du plaisir du spectacle.

J.F. H. ■



Voici donc, après plus d'un an d'un silence dont nous savions qu'il était lutte contre des difficultés matérielles constantes et maintien d'une exigence, le nouveau spectacle du Théâtre du Soleil, l'Age d'or. (1)

Ce qui frappe d'abord, c'est sa beauté — beauté de la force créatrice saisie au bond. Pas de pièce à proprement parler, mais un lieu de jeu exceptionnel, cuvettes et vallons couverts de tapis brosse, fond de couleur uniforme, sur lesquels des silhouettes se détachent.

Ces silhouettes, le Théâtre du Soleil a décidé de trouver leur style d'expression dans la commedia dell'arte. Visages fixés par le demi-masque où ne vivent que les yeux et la bouche, au corps tout entier est dévolue la fonction expressive. Mais si le principe de typisation date de plusieurs siècles, l'apparence des personnages a été façonnée par les diverses mises en images de notre époque : cinéma muet, bande dessinée, etc. Tous ces types humains — directeur de chantier, contremaître, architecte talentueux dont les immeubles s'effondrent, loueurs de taudis, travailleurs immigrés — nous les connaissons déjà. Et nous savons déjà ce que certains vont faire ; faire peser sur d'autres les responsabilités encourues, envoyer

des hommes à la mort en promettant une prime supplémentaire. Tandis que, de son côté, comme il arrivait à Charlot, Abdallah subit vexations et brutalités, parvient à s'en tirer, pour finalement faire du haut d'un échafaudage une chute mortelle, comme en relatent journellement les rubriques de faits-divers.

Dans ces conditions l'intérêt de l'entreprise est de faire voir le connu. Tous, nous avons déjà entrevu sur des chantiers Abdallah avec sa veste trop mince où s'engouffre le vent ; mais l'avons-nous regardé ? Ici, quand, sans que ses pieds quittent le sol, on le voit monter sur une mince échelle, se réjouissant de l'accalmie du vent, de ce vent qui, quand il revient par rafales, fait tout de même bouger son corps légèrement, ici, nous le regardons. L'éblouissante technique de jeu des comédiens du Soleil, qui n'a cessé de se perfectionner depuis les Clowns, dissout l'habitude qui s'est glissée entre notre regard et la réalité de la vie. C'est, pour le spectateur, une école du voir.

D.N. ■

(1) Comme pour 1789 et 1793, les éditions Stock publient un texte-programme illustré (coll. « Théâtre ouvert »).

Adaptation de l'Edouard II de Marlowe, le Règne blanc

(1) se veut une méditation sur le pouvoir. L'intention de l'auteur, Denis Guénoun, se réfère à l'idée de Michel Foucault selon laquelle il aurait fallu attendre le XIXe siècle pour savoir ce que c'est que l'exploitation et, pour ce qui est du pouvoir, on ne le saurait pas encore. Certaines époques acceptent mieux que d'autres la politique royale du bon plaisir. Notre époque, par exemple, l'accepte assez bien ; il n'est que de voir le développement de la politique culturelle du gouvernement pour se rendre compte qu'il n'y a actuellement que très peu de freins contre les caprices de nos dirigeants. Cette considération pouvait justifier le désir de tirer à nous l'affabulation d'Edouard II. Planchon, en montant la pièce de Marlowe, avait pris à tâche d'explicitier les rapports d'opposition entre le roi et, à la fois, l'aristocratie terrienne et le mouvement populaire des Communes. Ce n'est pas là le dessin de Denis Guénoun. Il préfère s'attacher à la rupture elle-même, à la déflagration que cause, dans une société constituée, un monarque qui ne joue pas le jeu. La monarchie absolue donne en effet le pouvoir monstrueux de choisir entre la guerre et la culture des tulipes, entre pardonner ou faire tomber des

Le Règne blanc :

le pouvoir imaginaire

têtes. C'est là un des ressorts du Caligula de Camus.

Après un début de règne où, dans un constant esprit de volonté de puissance et de libre exercice de ses

passions, il ne tient compte d'aucun avertissement, Edouard II est privé par une conspiration des « Grands » de tout pouvoir sur autrui. Emprisonné, il retourne sur lui-même l'exercice de sa volonté et s'invente




un pouvoir sur soi que les forces extérieures n'entament plus.

Cette démarche, Robert Gironès la traduit par une mise en scène qui d'abord évoque le ton et le cadre éli-zabethains, puis s'intériorise en une sorte de Passion. Sous sa direction, Michel Hermon (Edouard II), tirant parti de tout son travail précédent tant comme acteur que comme metteur en scène, compose, sans hiatus, une figure saisissante de cet itinéraire jalonné de sang et de volupté qui le conduit du pouvoir précaire sur les hommes à celui que sa mort inscrira dans la conscience publique. Le progrès de la mise en scène vers la profondeur est fortement accompagné par la musique de Jean-Marie Sénia. N'intervenant qu'entre les séquences, elle s'affirme cependant comme un contrepoint indispensable. En particulier, l'introduction de la voix humaine (Elise Ross) au même titre qu'un instrument prend en charge la tension dramatique au point où mots et images ne suffisent plus à l'exprimer.

Dominique NORES ■

(1) Le Règne blanc est le premier des quatre spectacles du « Printemps à Chail-lot » au Théâtre de la Cité universitaire 21, bd Jourdan 14e. Abonnements pour les quatre spectacles : 60 F, 40 F (collectivités) ; 20 F (étudiants et moins de 25 ans).

Place de la République, le 26 avril...

 Inutile, dangereux et cher le nucléaire nous concerne toutes et tous.

- parce que la décision de construire les centrales n'a fait l'objet d'aucune consultation démocratique,

- parce que les arguments du gouvernement et de l'EDF sont tronqués, mensongers et illusoire,

- parce que le programme nucléaire « français » est totalement dépendant des « multinationales » américaines,

- parce que se multiplient incidents et accidents dans les centrales déjà construites,

- parce qu'aucune solution n'a été trouvée au problème dont certains sont dangereux pendant des milliers d'années.

Par milliers d'abord, par dizaines de milliers maintenant, des paysans, travailleurs, universitaires ont déjà dit non au projet démentiel et coûteux de la direction de l'EDF, pour sauver les emplois, les terres et les santés menacés par des apprentis sorciers irresponsables.

2 000 scientifiques ont voulu manifester publiquement leur inquiétude et leur réprobation devant le plan nucléaire « français ». Chaque emplacement de centrale prévu est dorénavant cerné par une population hostile...

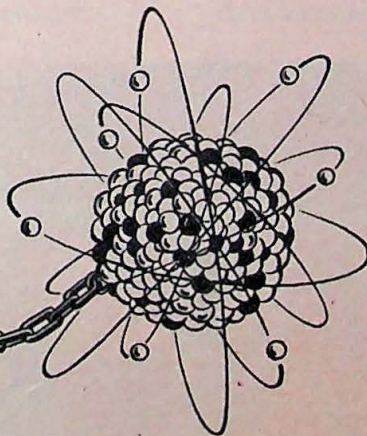
Les meilleurs et les plus récents calculs montrent que leur rentabilité même est de plus en plus douteuse (sauf pour les multinationales, bien sûr).

Notre vie pour leur fric, voilà ce que nous proposent EDF et le pouvoir. D'autres solutions existent. Une autre société sans gaspillage et qui utiliserait toutes les ressources de la nature et de la science est possible. Une autre vie où nous déciderions nous-mêmes comment produire, pourquoi produire, que produire émerge face à celle où l'on nous gave de kilowatts-heures à tout prix.

Mais d'ici là il faut agir. Il faut bloquer le programme nucléaire français. Tout se décide à Paris, c'est à Paris que nous irons tous ensemble

Halte au programme nucléaire. Tous le 26 avril 15 heures : Place de la République.

si vous voulez
des enfants pas
comme les
autres
soyez
nucléaires



ORAK.